



Vice Primature
Ministère de la
Planification et de la Prospective



ETUDE NATIONALE PROSPECTIVE GABON 2050

SYNTHÈSE





SYNTHÈSE

RÉPUBLIQUE GABONAISE
UNION-TRAVAIL-JUSTICE



SOMMAIRE

LE MOT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	2
LE MOT DU PREMIER MINISTRE DE LA TRANSITION	4
LE MOT DU VICE-PREMIER MINISTRE	6
Liste des sigles et abréviations	2
1. INTRODUCTION	10
2. DIAGNOSTIC ET ANALYSE DES TENDANCES DU DEVELOPPEMENT DU GABON	11
3. PERCEPTIONS ET ASPIRATIONS DES POPULATIONS ISSUES DE L'ENP-2024.....	20
4. ANALYSE STRUCTURELLE	32
5. ANALYSE DU JEU DES ACTEURS.....	33
6. VISION DU GABON A L'HORIZON 2050	44
7. CONCLUSION	53
Annexe 1 : Orientations Stratégiques Et Mesures Spécifiques Du Pilier 1	58
ANNEXE 2 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 2	67
ANNEXE 3 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 3	68
ANNEXE 4 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 4	70
ANNEXE 5 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 5	71
REMERCIEMENTS.....	64

LE MOT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Mes chers compatriotes,

C'est avec une profonde responsabilité et un grand honneur que je m'adresse à vous aujourd'hui, dans le cadre de notre projet ambitieux « GABON 2050 ». Ce document de prospective représente non seulement notre vision pour l'avenir, mais aussi notre engagement commun à bâtir un Gabon plus résilient, inclusif et prospère.

Ces dernières années, Nous, les Forces de Défense et de Sécurité du Gabon, avons observé des dérives dans la Gouvernance de notre pays dont la persistance menaçait le développement, le bien-être et le vivre ensemble des Gabonais.

On peut citer entre autres :

- **La dégradation inquiétante du tissu social** caractérisée par les fractures au sein de notre société qui nécessitaient une attention urgente ;
- **Une situation économique préoccupante** marquée par une croissance faible et un endettement croissant entravant le développement du pays ;
- **Le délitement de la gouvernance** qui a entraîné une rupture de la confiance du peuple vis-à-vis de nos institutions.

Ajouté à ces constats, l'organisation d'une élection non transparente dont les conséquences auraient pu conduire à une explosion sociale sans précédent dans notre pays.

Ces constats nous ont poussés à agir, menant au coup de libération du 30 août 2023, dont l'objectif principal était de restaurer nos institutions et d'établir un cadre propice au bien-être et au vivre ensemble de tous les Gabonais.

Aujourd'hui, après une période de transition, nous avons réalisé des avancées significatives. L'organisation d'élections transparentes et crédibles a été un jalon crucial, témoignant de notre engagement à respecter la volonté du peuple. Je suis honoré d'avoir reçu votre confiance à travers le plébiscite de ma candidature.

Notre projet de société, intitulé « **Bâtissons l'Édifice Nouveau** », repose, de ce fait, sur une vision claire et ambitieuse visant à transformer notre pays. Cette vision s'articule autour de plusieurs axes fondamentaux :

1. **Diversification économique et souveraineté** : nous devons réduire notre dépendance aux hydrocarbures en développant des secteurs tels que l'agro-industrie, le tourisme et l'économie numérique. Des initiatives comme la création de Zones Industrielles Spéciales (ZIS) et la valorisation des ressources locales seront au cœur de notre stratégie ;
2. **Infrastructures modernes et développement durable** : nous investirons dans la construction et la réhabilitation de routes, de ports et d'aéroports pour désenclaver notre territoire. La transition énergétique sera également une priorité pour garantir un accès fiable à l'électricité et protéger notre environnement ;
3. **Capital humain et justice sociale** : une réforme de notre système éducatif et de santé sera mise en œuvre pour répondre aux besoins de notre marché du travail. Nous mettrons en place des programmes d'inclusion sociale pour donner à chacun une chance d'accéder à une vie digne.

4. **Gouvernance et institutions renforcées** : la lutte contre la corruption et la transparence dans nos institutions sont essentielles pour restaurer la confiance du peuple. La décentralisation des compétences et des ressources vers les collectivités locales sera également une priorité ;
5. **Entrepreneuriat et emploi des jeunes** : nous créerons des opportunités pour les PME et les startups, tout en orientant la formation professionnelle vers des secteurs porteurs. Le label « Entreprise Citoyenne » encouragera les entreprises à s'engager dans le développement local ;
6. **Rayonnement international** : le Gabon doit jouer un rôle clé dans la diplomatie régionale, en se positionnant comme un hub économique tout en engageant notre diaspora à investir dans notre pays.

L'implémentation de cette vision repose sur une planification rigoureuse des projets à mettre en œuvre dans ce cadre et ma volonté de restauration du Ministère en charge de la Planification trouve toute sa justification.

De fait, pour garantir le succès de la réalisation de notre vision, il s'agira de mettre en œuvre des plans de développement associés à des mécanismes rigoureux de suivi/évaluation. Cela inclura des audits réguliers, l'optimisation de nos ressources humaines, et une transparence accrue dans nos procédures administratives.

Chers compatriotes, l'avenir du Gabon est prometteur. Ensemble, nous avons l'opportunité de construire un pays où chaque citoyen peut s'épanouir. Je vous invite à vous approprier la vision **GABON 2050**, qui s'intègre parfaitement à mon projet de société et qui représente notre espoir commun.

Je m'engage à construire une économie de production pour une prospérité partagée, à renforcer nos institutions, à promouvoir la justice sociale, et à protéger notre environnement. Ce chemin sera semé d'embûches, mais avec courage, unité et détermination, nous surmonterons ces défis.

Je vous remercie pour votre confiance, votre soutien et votre engagement envers notre Nation. Ensemble, bâtissons un Gabon fort et durable pour les générations futures.

Que Dieu bénisse le Gabon et chacun de ses enfants.

Son Excellence Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA
Président de la République du Gabon
Chef de l'État

LE MOT DU PREMIER MINISTRE DE LA TRANSITION



La fonction de réflexion prospective, comme exercice de concertation et de délibération, est essentielle à la conduite de l'Etat et l'orientation de son action selon une vision globale qui va au-delà de la dictature de l'instant. Son rôle, en tant qu'outil, est d'anticiper et situer des événements économiques ou sociaux dans une trajectoire, une temporalité et une histoire.

Malgré les multiples contraintes qui pèsent sur l'Etat en effet, l'action des pouvoirs publics ne peut pas être platement gestionnaire en suivant seulement la marche parfois erratique du temps. Cette action doit au contraire être informée, transversale, résiliente et stratégique. En gros, elle doit se projeter dans de multiples dimensions porteuses d'une ambition collective.

Parce que les pouvoirs publics sont investis de la responsabilité de conduire le pays pour le présent et pour l'avenir, ils ont besoin de la prospective pour établir des diagnostics sérieux et proposer des solutions crédibles qui conjuguent le court et le long terme en reliant l'action immédiate à une vision prospective et stratégique des politiques à conduire.

Il s'agit-là d'un exercice difficile. Mais utile. Nécessaire même. Il permet de repenser la place de l'Etat dans la société, ses finalités, ses objectifs et ses priorités face à la mondialisation des échanges, à l'émergence de nouvelles puissances par ailleurs multipolaires, à la transition écologique et à la révolution numérique.

Bien sûr, le Gabon n'en est pas à son premier essai puisque, comme chacun le sait, une étude en matière de prospective a déjà été conduite dans notre pays sur la période 2016-2025. Toutefois, il est heureux qu'une autre Etude nationale soit menée à l'horizon 2050 pour rompre avec le pilotage à vue, de ces dernières années, source de mal gouvernance. Parce qu'elle est porteuse d'une transformation accélérée, chaque pays doit améliorer ses capacités de prospective pour voir plus loin, pour éclairer l'avenir en organisant sur les principales problématiques une réflexion concertée permettant des choix politiques cohérents et stratégiques afin d'assurer aux générations qui viennent un meilleur avenir par l'anticipation des mutations et la réduction des incertitudes.

C'est précisément l'objet de ce rapport qui a donc pour fonction d'anticiper les futurs possibles et souhaitables, de prévenir des risques, de réduire le champ des incertitudes et de fournir aux décideurs publics, un cadre d'analyse cohérent et global. Inutile de dire qu'un pays comme le nôtre dont la

crédibilité de la stratégie, y compris à l'heure de la transition politique, s'inscrit dans un cadre pluriannuel, ne peut se passer, dans les compartiments de sa vie économique et sociale d'une réflexion dépassant l'horizon du court terme.

M. Raymond NDONG SIMA

Premier Ministre chef du Gouvernement de Transition

LE MOT DU VICE-PREMIER MINISTRE

Ministre de la Planification et de la Prospective



C'est avec une immense fierté que j'ai conduit avec l'ensemble de mes collaborateurs la deuxième étude nationale prospective (ENP) dénommée GABON 2050. Cet exercice, qui interroge nos futurs lointains, a rassemblé des acteurs institutionnels venus d'horizons divers et la population gabonaise répartie dans des neuf provinces du pays. Nous sommes donc arrivés au terme de cette réflexion stratégique après une année marquée par une transition inédite dans l'histoire politique de notre pays. L'histoire de « GABON 2050 » a été marquée par des moments d'espoir, d'enthousiasme, d'incompréhensions, de doutes et de remises en question qui finalement ont créé une résilience, renforcé notre détermination à aller au bout de ce chantier difficile mais passionnant.

Tout au long de cette année, grande a été notre fierté de participer à l'écriture d'une nouvelle page de notre pays, une nouvelle vision, une réflexion stratégique qui succède à GABON 2025 éditée en 1996. La prospective est une science multidisciplinaire qui a pour vocation d'aider un Etat, une entreprise ou institution à organiser son présent pour atteindre le futur désiré. Ce futur désiré émane du scénario optimiste parmi les trois scénarios d'évolutions possibles du pays définis par l'analyse prospective.

La nouvelle vision GABON 2050 donne, par sa conception innovante, l'opportunité de mieux saisir les erreurs passées pour mieux se projeter vers l'avenir afin de relever les enjeux et les défis en nous réappropriant, chacun à son niveau, notre chère devise « union-travail-justice ».

L'Union peut se refléter à travers la compréhension d'un même idéal de progrès et de la détermination à mettre en œuvre les stratégies adoptées pour l'intérêt général.

Le Travail fait référence aux efforts de tous et de chacun pour l'émergence d'un Gabon nouveau. Ce travail a commencé avec l'édition de GABON 2050. D'autres structures ou personnes prendront le relais pour mettre en œuvre la vision à travers les plans de développement stratégiques et territoriaux. Ces

plans devront être par la suite budgétisés pour la mise en œuvre effective des programmes et projets y afférents. Enfin, le suivi et l'évaluation fera l'objet d'une attention particulière pour s'assurer que nous restons dans le sentier de la vision GABON 2050.

C'est par l'application de l'esprit de Justice que notre pays pourra connaître un développement durable et inclusif. La Bonne Gouvernance constitue un des piliers de notre jeune démocratie. Le développement, certes sommaire, de ces trois valeurs de notre pays n'est pas un hasard. Un bref rappel de notre diagnostic sur la situation socioéconomique du Gabon depuis les années 1970, établi par de nombreux rapports, révèle le décalage persistant entre la richesse potentielle du pays et les indicateurs sociaux. Une bonne gouvernance, une plus grande justice économique et sociale, passe donc par une redistribution équitable des fruits de la croissance. Le niveau élevé d'application des lois et décrets dans les différents secteurs de la vie socioéconomique va conditionner le succès du scénario « *la marche gracieuse de la panthère noire* ».

Au terme de son processus d'élaboration, qu'il me soit permis de remercier toutes les bonnes volontés qui ont œuvré pour la réalisation de la vision GABON 2050. Je voudrais adresser une mention spéciale au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour l'appui technique et financier qui a permis à la partie nationale de bénéficier d'un renforcement des capacités dans le domaine de l'analyse prospective.

M. Alexandre BARRO CHAMBRIER

Vice-Premier Ministre de la Transition

Ministre de la Planification et de la Prospective

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANINF : Agence National des Infrastructures Numérique et des Fréquences

ANPCA : Agence National de la Promotion d'Artistique et Cultuelle

ANPN : Agence Nationale des Parcs Nationaux

BDG : Bloc Démocratique Gabonais

BM : Banque mondiale

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CENAP : Commission Électorale Nationale Autonome et Permanente

CENAREST : Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

CIJ Cour : Internationale de Justice

CNC Conseil National de Constitution

CNDH : Commission Nationale des Droits de l'Homme

CNLCEI : Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite

COPAX : Conseil de Paix et sécurité de l'Afrique Centrale

CTRI : Comité de Transition pour la Restauration des Institution

ENAM : l'Ecole National d'Art et de Manufacture

ENS : Ecole Normale Supérieur

FMI : Fonds Monétaire International

FODEN : Fond de Développement de l'Economie Numérique

INJS : Institut National de la Jeunesse et des Sports

INS : Institut National de la Statistique

IPHAMETRA : Institut de Pharmacopée et de Médecines Traditionnelles

MNP : Mécanisme National de Prévention de la Torture

OACI : Organisation de l'Aviation Civile Internationale

OHCHR : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OPCAT : Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la Torture

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PDG : Parti Démocratique Gabonais

PNAE : le Plan National d'Action Environnemental

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PTA : le Plan de Travail Annuel

RCA : République Centrafricaine

RDC : République Démocratique du Congo

TNT : Télévision Numérique Terrestre

UA : Union Africaine

UEAC : Union Economique de l'Afrique Centrale

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population

UNOCA : Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale

WJP : World Justice Project

1. INTRODUCTION

Lancée officiellement le 30 octobre 2024 par le Premier ministre chef du Gouvernement de la Transition, M. Raymond NDONG SIMA, l'Étude Nationale Prospective (ENP GABON-2050) qui succède à « GABON-2025 » menée en 1996, vise à proposer aux gouvernants un outil d'aide à la décision pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique de développement. A cet effet, elle ambitionne de construire une vision du développement du Gabon à long terme à partir du meilleur scénario parmi les scénarios d'évolution possible du pays à l'horizon 2050.



Comme le disait feu le Président Nelson Mandela, « Une action qui ne découle pas d'une vision, c'est du temps perdu. Une vision suivie d'actions peut changer le monde. »

Ainsi, les politiques publiques mises en œuvre au Gabon devront prendre appui sur la vision du GABON-2050. En outre, l'adoption d'une loi d'orientation consacrant la vision du GABON-2050 comme seul cadre d'élaboration des politiques publiques jusqu'en 2050 et l'élaboration de plans de développement pour sa mise en œuvre permettront de changer le Gabon et la vie des Gabonais positivement.

L'ENP GABON-2050 est présentée en trois tomes à savoir : (1) diagnostic et analyse des tendances du développement du Gabon, (2) présentation et analyse des résultats de l'enquête nationale prospective ENP-2024, (3) analyse structurelle, jeu des acteurs et scénarios, et enfin (4) la vision du développement du Gabon. Le présent document constitue une synthèse de ces trois tomes.

2. DIAGNOSTIC ET ANALYSE DES TENDANCES DU DEVELOPPEMENT DU GABON

L'analyse des tendances du développement du Gabon depuis 1996, année de la dernière étude nationale prospective constitue le TOME 1 de l'ENP GABON-2050. Elle permet de constater que la situation du pays n'a pas suffisamment évolué depuis cette année. Elle s'est même dégradée dans de nombreux domaines. L'analyse a été subdivisée en sept chapitres qui permettent de couvrir tous les domaines du développement.



2.1. RAPPEL DE L'ENP GABON-2025

L'étude nationale prospective Gabon 2025 a été menée en 1996 dans un contexte politique, économique et social particulier, qu'il semble nécessaire de rappeler pour comprendre les

aspirations des Gabonais de cette époque et mesurer le chemin parcouru depuis lors. De ce rappel, il ressort principalement une situation politique, économique et sociale préoccupante que les Gabonais aspiraient à résoudre pour amorcer la marche vers le développement.

Prenant appui sur le diagnostic économique et social, et les perceptions et aspirations des Gabonais, quatre scénarios décrivant les futurs possibles du pays avaient été élaborés, en fonction de l'évolution de trois incertitudes critiques : l'environnement international, le secteur pétrolier et le processus démocratique. Le scénario « les requins » décrivait une vision du Gabon devenu une dictature militaire à l'horizon 2025. Le scénario « la panthère » décrivait un Gabon devenu un Etat autocratique rejeté par ses partenaires internationaux. Le scénario « le chien errant » décrivait une vision du Gabon qui sombre dans une guerre civile. Enfin, le scénario « l'écureuil » décrivait la vision d'un Gabon industriel avec une démocratie fonctionnelle.

La vision du développement du pays construite était basée sur le scénario de « L'Ecureuil » qui décrivait un Gabon démocratique avec un fort développement économique en 2025. Sur le plan politique, la réalisation du futur désiré impliquait que le Gabon devienne : un Etat de droit garantissant la liberté de ses citoyens ; un Etat préservant l'unité nationale dans la diversité culturelle ; un Etat avec une gestion stricte et adaptée de l'immigration ; un Etat politiquement stable pour préserver la paix, condition *sine qua non* de la prospérité ; et enfin un pays avec des relations de bon voisinage. Au niveau économique et social, la réalisation du futur désiré impliquait de : développer une économie productive, en s'éloignant de l'économie de rente pour construire une économie compétitive et ouverte ; répartir équitablement les richesses nationales ; mieux valoriser les cultures nationales ; renforcer les infrastructures dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'électricité, et les transports ; et enfin promouvoir l'égalité sociale par la promotion des compétences nationales et la lutte contre la corruption.

2.2. GEOPOLITIQUE, POLITIQUE ET GOUVERNANCE

L'analyse du cadre géopolitique, politique, et de gouvernance, aussi bien sur le plan interne qu'externe, illustre les engagements, les actions et les progrès réalisés par le Gabon à l'échelle nationale et internationale. A cela s'ajoute les nombreux défis auxquels le pays a fait face.

Il ressort globalement que le Gabon a toujours su, au niveau de la sous-région et à l'international, gérer efficacement les problèmes de stabilité politique. Ce qui va se traduire par son engagement à adhérer à de nombreux organismes régionaux, sous régionaux et même mondiaux, affirmant par la même occasion son *leadership* dans le processus de maintien de la stabilité politique dans la zone, et cela de façon efficace.

Plusieurs défis restent toutefois à relever. D'abord, on a les défis liés au cadre international et régional, caractérisés d'une part, par des défauts de coordination de politiques entre les organismes, à savoir la CEEAC et l'ONU, et d'autres part par l'inefficacité de certaines actions menées par

le Gabon dans le cadre de préservation de la stabilité politique dans la zone. De plus, d'autres défis sont liés aux conflits à l'entrée de la sous-région à l'instar des crises sécuritaires des états frontaliers à la zone. Ensuite, le Gabon fait également face à des défis majeurs sur le plan national, en commençant par sa stabilité politique interne depuis l'intervention des militaires le 30 août 2023 qui a mis fin au régime de l'ancien président Ali BONGO ONDIMBA d'un côté, et de l'autre côté, les défis relatifs à la protection des frontières maritimes, terrestres et aériennes. Également, le Gabon est confronté aux défis dans le cadre de la protection de l'environnement et des droits de l'homme conformément aux nombreux engagements ratifiés sur la scène internationale. En outre, sont également présents, les défis liés à la gouvernance, notamment les problèmes de transparence, de corruption, du fonctionnement de la justice, et des défis liés à l'efficacité de l'administration publique et parapublique.

2.3. RETROSPECTIVE MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

Le Gabon a une économie de rente et extravertie, caractérisée par les exportations de matières premières à l'état brut, notamment le pétrole, et les importations de produits finis. La structure de son commerce extérieur montre que le pays a diversifié la destination de ses exportations, notamment vers la Chine. En revanche, les pays à revenu élevé constituent encore la principale origine de ses importations. En conséquence, les fluctuations des cours mondiaux du pétrole



continuent à rythmer la vie économique et sociale du pays, qui est également influencée par la demande chinoise et l'inflation importée des pays à revenu élevé.

L'analyse de la dynamique des principaux agrégats macroéconomiques et financiers du pays a permis de ressortir les principaux enseignements suivants :

- ✓ Le Gabon n'a pas de sentier de production de richesse susceptible de l'amener vers le développement souhaité par les populations, d'où la nécessité de mettre en œuvre les politiques qui mèneront les taux de croissance économique à des niveaux qui puissent permettre de réduire considérablement le chômage et la pauvreté, quel que soit la situation de la conjoncture internationale ;
- ✓ La production de richesse effectuée par les nationaux est encore à des niveaux modestes, ce qui amène à réfléchir sur la meilleure manière d'encourager l'entrepreneuriat local pour qu'il puisse être un vivier de création de richesse et d'emplois ;
- ✓ L'investissement affiche une pente descendante depuis l'année 2014, ce qui traduit la nécessité d'améliorer le climat des affaires pour attirer plus d'investisseurs ;
- ✓ Le niveau élevé de l'épargne nationale invite à mettre en œuvre des politiques incitatives pour que les banques consentent à financer l'économie nationale et pour que les agents économiques puissent être incités à emprunter pour augmenter l'investissement ;
- ✓ Le pays étant importateur de produits finis, la dynamique à la hausse de l'inflation traduit une exposition aux coûts de production des pays d'origines des importations, notamment les pays à revenu élevé, ce qui rend les politiques anti-inflationnistes inopérantes. La solution réside dans le changement de la fonction de production du Gabon qui doit devenir une économie de production susceptible d'offrir aux agents économiques la possibilité de substituer les importations par les produits locaux en période de hausse des prix chez les partenaires commerciaux ;
- ✓ La consommation des administrations publiques croît alors que celle des ménages décroît, ce qui invite à ajuster la politique budgétaire dans l'optique de baisser les dépenses improductives pour augmenter le niveau d'investissement susceptible de faire régresser le chômage et la pauvreté, et donc d'augmenter la consommation privée qui est un déterminant important de la croissance économique ;
- ✓ La dette publique élevée du Gabon qui oscille autour de 70% du PIB actuellement n'a pas de contrepartie en termes de développement. Il est donc nécessaire qu'elle devienne un outil de développement économique et social en définissant une nouvelle politique d'endettement public qui doit être au service exclusif de l'investissement productif pour créer les conditions de son remboursement ultérieur.

2.4. ANALYSE ECONOMIQUE SECTORIELLE

La dynamique économique du Gabon reste marquée par une instabilité chronique qui ne saurait être expliquée sans l'analyse tendancielle des différents secteurs d'activité. En effet, l'évolution du poids des différents secteurs d'activité dans le PIB de 1996 à nos jours montre qu'il dépend fortement du secteur extractif, notamment des revenus du pétrole et du manganèse, mais aussi du secteur des services. En revanche, l'agriculture, l'industrie (hors secteur extractif), le touristique et le secteur manufacturier sont faiblement développés pour contribuer significativement au PIB. Dans ce contexte, le défi majeur qui se dresse devant les autorités est celui de la diversification économique afin de sortir du joug de l'or noir.



2.5. POLITIQUE ET INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Les politiques et les infrastructures de soutien à la croissance agissent sur la production des biens et services, et sur la demande à travers leur effet bénéfique sur le capital privé, le capital humain et l'amélioration des interactions entre les agents économiques par le capital public ou physique.

En ce qui concerne le capital privé, il regroupe le capital entrepreneurial et financier privé. La bonne gouvernance économique et politique, d'une part, et la mise en œuvre des infrastructures de base, d'autre part, constituent les bases sans lesquelles aucun développement économique et social n'est possible. De même, l'amélioration du climat des affaires en fait également partie. C'est un indicateur fiable pour attirer les investisseurs. Selon la base de données *Worldwide Governance Indicators (WGI)* de la Banque Mondiale, l'indice qui mesure la qualité de la régulation est en constante dégradation, soulignant l'urgence d'adopter des politiques économiques qui visent à améliorer le climat des affaires dans le pays et à faciliter l'accès aux financements afin de stimuler le développement du secteur privé.

Pour ce qui est du capital humain, il faut noter que ce dernier constitue un facteur essentiel de la croissance économique. C'est pourquoi il doit être à la fois disponible en quantité suffisante

et en qualité, mais aussi adapté aux besoins de l'économie. Cette notion peu englober la qualité de la population inhérente à sa composition, mais aussi à sa formation et à sa santé.

L'analyse de l'évolution de la population gabonaise montre que le pays fait face à un exode rural important depuis 1979, ce qui crée une pression sur les infrastructures économiques et sociales des zones urbaines. Cela souligne la nécessité d'évoluer vers un modèle de développement multipôles dans l'arrière-pays, plutôt que de rester dans un schéma centre-périphérie. En outre, la majorité de la population gabonaise est jeune et en âge de travailler. Le taux de chômage élevé représente une réserve considérable de main-d'œuvre, essentielle pour le développement des infrastructures de base et l'industrialisation du pays. De plus, il n'existe pas un déséquilibre marqué entre les hommes et les femmes dans la population. Une plus grande participation des femmes dans les domaines économique, politique et culturel pourrait constituer un atout majeur pour le développement du Gabon.

Facteur prépondérant pour la productivité des travailleurs, le système éducatif d'un pays joue un rôle capital dans son développement en préparant les futurs cadres de l'administration et les professionnels du secteur privé. Il est donc essentiel que ce système ne se limite pas à accroître la productivité des travailleurs, mais qu'il soit également aligné sur les besoins de développement spécifiques du pays. De plus, l'éducation joue un rôle actif dans la lutte contre la pauvreté et dans l'autonomisation des populations, en offrant des opportunités qui permettent à chacun de s'élever socialement. Plusieurs défis majeurs persistants concernent les politiques et les infrastructures éducatives au Gabon. Tout d'abord, en ce qui concerne l'accès, la qualité et le financement, il est important de noter que des inégalités subsistent de manière significative dans le pays. Il semble par conséquent important de réaffirmer l'éducation comme priorité budgétaire, en visant un investissement d'au moins 20% du budget, afin de garantir un meilleur accès et une amélioration des infrastructures éducatives. En outre, l'absence d'une politique de planification cohérente et efficace en matière d'éducation et de formation constitue un obstacle majeur à l'amélioration du système éducatif. De plus, les décisions prises de manière unilatérale et le manque d'implication des acteurs concernés, tels que les syndicats d'enseignants, les sociologues et les parents d'élèves, nuisent à l'efficacité des politiques éducatives. Enfin, l'adaptation du système éducatif aux besoins politiques, sociaux et économiques du Gabon est un défi constant. Il est essentiel de garantir une formation et une recherche de qualité qui préparent les apprenants à la vie professionnelle tout en tenant compte des évolutions du marché du travail et des exigences sociétales.

A l'instar de l'éducation, la santé est une priorité sans laquelle aucun développement n'est possible. La productivité des travailleurs dépend de leur santé, tout comme les résultats scolaires des élèves. La politique sanitaire d'un pays doit donc viser la disponibilité des infrastructures sanitaires, mais aussi leur accès par toutes les couches sociales et dans toutes les zones de résidence des populations. En d'autres termes, elle doit amener le pays vers l'atteinte d'une santé de proximité et de qualité pour tous. Malgré des avancées significatives, le système de santé gabonais continue de faire face à de nombreux défis importants. En premier lieu, on a l'inégalité d'accès aux soins causée notamment par le fait que les infrastructures restent encore cantonnées dans les zones urbaines, laissant les zones rurales avec un accès très limité aux services de santé de base. Ensuite, on a le problème de maintenance des infrastructures qui se traduit par une dégradation considérable des équipements et des bâtiments. Troisièmement, se pose le problème des ressources humaines caractérisé par la pénurie de mains d'œuvre, notamment dans les zones éloignées, affectant la qualité des soins prodigués. Enfin, on a le

problème du financement durable pour s'assurer d'un financement optimal et pérenne du secteur de la santé ; ce qui demeure un défi non négligeable, avec une dépendance notable aux financements extérieurs pour certains projets.

Pour ce qui est du capital public ou physique, on pourrait y associer les interventions de l'Etat dans les domaines du transport, du secteur énergétique et électrique, ainsi que celui du numérique. Les infrastructures de transport englobent les routes, les ports, les aéroports, le chemin de fer, etc. L'analyse de ce secteur fait ressortir des défis majeurs, en particulier le mauvais état actuel des routes qui constitue un véritable frein au développement. En effet, il impacte négativement les échanges économiques et la mobilité des populations, et occasionne souvent des accidents mortels pour les populations souhaitant se rendre à l'intérieur du pays. En outre, il explique en partie le coût élevé des produits alimentaires dans les villes gabonaises en empêchant le transport de la production agricole réalisée dans les villages. Il baisse le pouvoir d'achat des propriétaires de véhicules qui doivent souvent les réparer à chaque retour de voyage et empêche les populations des zones rurales d'avoir accès aux infrastructures sanitaires et aux écoles des zones urbaines. C'est également un véritable frein au développement de l'industrie du tourisme dans notre pays.

Quant au secteur énergétique et hydraulique, son développement permet l'approvisionnement en eau potable dans les zones urbaines et rurales. L'eau est source de vie. Elle impacte positivement le développement à travers ses bienfaits sur la production économique, l'accès à l'éducation et la santé par les populations. En outre, les infrastructures électriques et énergétiques permettent le stockage et le transport des différentes formes d'énergie indispensables à la production des entreprises, au fonctionnement des transports et des appareils électriques, et au bien-être des populations. Ce sont donc des infrastructures vitales dont devrait se doter tout pays qui aspire au développement économique et social. L'analyse du secteur permet de constater que malgré les efforts déployés par l'Etat gabonais, le pays continue de faire face à des défis majeurs, notamment les disparités dans l'accès à l'énergie entre les zones urbaines et rurales, et la nécessité de diversifier davantage le mix énergétique. En outre, en dépit d'une bonne pluviométrie et de nombreux cours d'eau dont regorge le pays, couplés aux différentes sources d'énergie dont le pétrole, les populations et les industriels ne sont pas convenablement fournies en eau potable et en électricité. Dans les villes, des quartiers entiers n'ont pas d'eau et d'électricité. On enregistre des coupures d'eau et d'électricité récurrentes dans les quartiers qui en disposent. Le coût de l'électricité est prohibitif pour les industriels et les populations. En outre, l'hydraulique villageoise et l'accès à l'électricité en zones rurales sont encore à des niveaux insignifiants.

Enfin, depuis le choc technologique des années 1990 qui a ouvert la voie à l'émergence de nouvelles technologies, le secteur du numérique est devenu une source de croissance économique, de développement et de bien-être des populations dans le monde. En effet, le numérique est vitale pour le milieu des affaires, de l'enseignement, de la santé, de la communication, et est surtout source de création de nouveaux types d'emplois. Le Gabon a investi dans la construction de réseaux de fibre optique et de centres de données, améliorant ainsi la qualité et la vitesse de la connexion internet. Malgré des avancées notables, plusieurs défis persistent, notamment une infrastructure et une connectivité limitées, une couverture réseau insuffisante, des coûts élevés de la connexion, la qualité souvent médiocre de la connexion, le manque de certaines compétences numériques et éducatives, un cadre réglementaire et juridique à renforcer (législation obsolète, protection des données), le manque

de financement, l'insuffisance de l'investissement, une culture numérique à promouvoir, la facture numérique à réduire, etc.

2.6. DEVELOPPEMENT SOCIAL

Classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Gabon est un pays dont le développement social repose essentiellement sur une combinaison de politiques publiques, d'initiative et de programmes sociaux visant à améliorer le bien-être des populations. De ce point de vue, le développement socio-économique du Gabon s'inscrit dans une dynamique de progrès, mais reste fortement impacté par des enjeux structurels nécessitant des profondes réformes et une gestion durable des ressources. En effet, malgré ses richesses, le Gabon a des caractéristiques structurelles d'un pays très pauvre. Le pays est riche, mais les Gabonais sont pauvres dans leur grande majorité. Les infrastructures sociales de base ne sont pas suffisantes et les inégalités se creusent au détriment du bien-être de la population.

Par exemple, l'analyse du marché du travail permet de constater que le pays souffre d'un niveau de chômage élevé qui touche essentiellement les jeunes et les femmes, qui nécessite de mettre en œuvre des politiques économiques susceptibles de le baisser considérablement. Mais aussi que le secteur des services est le plus grand pourvoyeur d'emplois, alors que l'industrie et l'agriculture sont en quasi-régression, et que la part des travailleurs précaires dans le



niveau général de l'emploi est à des niveaux importants, ce qui invite à réfléchir sur la meilleure manière de mieux sécuriser l'emploi dans le pays.

Dans la société gabonaise, la pauvreté se manifeste par un faible ou manque de revenu pour consommer causé par le manque de travail et la mauvaise qualité des filets sociaux en termes de transferts, la précarité du logement, une santé précaire en termes de structures et d'accès aux soins, le manque de structures et d'accès à l'éducation de qualité, un problème d'alimentation en termes de disponibilité alimentaire, de qualité et d'accès, le manque d'infrastructures de transport de qualité, les problèmes environnementaux liés à la pollution, le manque de capacités humaines et résiduelles (le manque de démocratie, de libertés fondamentales, d'idéal social, l'insécurité, le manque de loisirs...), la reproduction sociale, etc. L'analyse des indicateurs de pauvreté et d'inégalités montre en général que la situation s'est détériorée ces dernières années. Une prise de conscience nationale semble donc nécessaire pour mener les politiques économiques capables d'amener le pays vers un développement harmonieux et pro-pauvre.

2.7. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET CULTURELLE

Au Gabon, la politique environnementale regroupe toutes les stratégies, programmes et réglementations visant à protéger l'environnement et optimiser la gestion de la biodiversité. La politique environnementale consiste également à lutter contre les changements climatiques, améliorer l'assainissement et proposer des solutions durables pour la résolution du conflit Homme-faune.

Le principal défi lié à la protection de l'environnement et la gestion de la biodiversité concerne l'équilibre entre préservation des ressources et le développement économique. En effet, les objectifs de conservation des ressources naturelles sont généralement confrontés aux objectifs de croissance économique. Au Gabon la sécurité alimentaire reste un défi majeur pour le gouvernement. La protection des ressources forestière constitue un obstacle au développement du secteur Agricole. Aussi, le manque de coordination entre les objectifs de gouvernement et ceux des populations rurales constitue un obstacle à l'efficacité des politiques de protection de l'environnement et de gestion de la biodiversité. En outre, le secteur bois est le deuxième pourvoyeur d'emploi au Gabon après le secteur public. Les objectifs de lutte contre l'exploitation forestière peuvent avoir des effets négatifs sur le niveau de l'emploi et augmenter le taux de chômage qui est déjà élevé dans le pays. Un autre défi relatif à la protection de l'environnement est la disponibilité des données pour la mise en place de politiques publiques efficaces pour la gestion durable des forêts et de la biodiversité.

Les principaux défis auxquels le Gabon fait face dans la lutte contre les changements climatiques, concernent la promotion des énergies renouvelables, l'impact sur la santé et la gestion optimal des ressources financières tirées de la participation active à la lutte contre les changements climatiques.

Premièrement, l'économie gabonaise est fortement dépendante des exportations et la consommation des énergies fossiles (pétrole, électricité, gaz, etc.). Ainsi, la promotion des énergies renouvelables constitue un problème pour l'économie gabonaise dans la mesure où les exportations et la consommation des énergies fossiles contribuent fortement à la croissance du pays. Aussi, les coûts liés à la consommation des énergies vertes n'est pas toujours accessible aux populations gabonaises qui vivent pour la plupart en dessous du seuil de pauvreté. Le défi qui se pose dès lors pour les autorités est de pouvoir assurer la transition énergétique qui favorise la croissance économique du pays et assure le bien-être des populations dans un contexte où le gouvernement peine à satisfaire les besoins fondamentaux de sa population.

Le deuxième défi relatif aux changements climatiques concerne la santé des populations. Les changements climatiques peuvent accroître les problèmes de santé, en augmentant la propagation de maladies liées au climat (comme le paludisme) et en affectant la sécurité alimentaire, ce qui a des implications sur la nutrition et la santé générale des populations. Les défis en la matière soulèvent la nécessité de moderniser les infrastructures sanitaires pour une meilleure prévention contre les risques climatiques.

Enfin, les ressources financières et techniques nécessaires pour développer des infrastructures résilientes et des approches durables sont souvent limitées. Il est difficile pour le Gabon de mettre l'accent sur les problèmes climatiques dans la mesure où les besoins fondamentaux des populations ne sont pas satisfaits. Le principal défi dans cette mesure est d'assurer une gestion

optimale des ressources tirées de la lutte contre les changements climatiques pour assurer le développement économique et durable du pays.

3. PERCEPTIONS ET ASPIRATIONS DES POPULATIONS ISSUES DE L'ENP-2024

L'analyse des perceptions et aspirations des populations issues de l'Enquête Nationale Prospective (ENP-2024) constitue le TOME 2 de l'ENP GABON-2050. L'ENP-2024 a permis de collecter les données nécessaires à l'élaboration du scénario de la vision et de capter les perceptions et les aspirations des populations. L'ENP-2024 est le résultat de deux enquêtes ; une lancée en ligne le 30 octobre 2024, et une autre lancée sur le terrain le 27 décembre 2024, à partir de quatre supports identiques aux deux enquêtes : un questionnaire pour les ménages, un guide d'entretien pour les opérateurs économiques, un guide d'entretien pour les autorités locales et la société civile, et un guide d'entretien pour les partenaires au développement. L'enquête en ligne a enregistré 2353 participants. L'enquête de terrain a concerné un échantillon de 1009 personnes âgées de 15 ans et plus, réparti sur les neuf provinces du Gabon. Les populations ont été interrogées sur les domaines de développement suivants : la gouvernance, les commerces de proximité et la sécurité alimentaire, l'habitat et le logement, l'accès à l'eau et à l'électricité, la santé, l'éducation et la recherche, le transport, la communication et le numérique, l'emploi, la culture et l'environnement. Les deux enquêtes montrent d'une part, que la perception des populations de l'évolution du pays de 1996 à nos jours en matière de développement est négative, et d'autre part, que les populations expriment de très grandes aspirations pour l'avenir du pays. En effet, elles souhaitent que l'Etat joue un rôle prépondérant pour la réalisation de ces aspirations





3.1. LES GABONAIS ASPIRENT A LA BONNE GOUVERNANCE

L'État gabonais se trouve confronté aux défis de la restauration de la confiance de la population à l'égard des institutions qui garantissent la démocratie, la sécurité, la justice pour tous et la

bonne gouvernance. Malgré les réformes entamées dans le domaine de la justice, les résultats expriment l'expression d'une crise de confiance entre le système sécuritaire et judiciaire du pays et les Gabonais, surtout avec la persistance de la corruption et le déficit de la bonne gouvernance.

En effet, 65% des enquêtés affirment ne pas se sentir en sécurité dans leur quartier/village, contre 35% qui déclarent le contraire, en particulier 62,4% des populations de la province de l'Estuaire et 50,4% des populations de la province de l'Ogooué-Maritime déclarent ne pas se sentir en sécurité. Ils déclarent être victimes des principaux délits suivants : vols (44,4%) ; braquages (28,6%) ; agressions (15,0%) ; crimes rituels (1,0%) et viols (0,7%). Pour ces délits, 82% des enquêtés déclarent que les services de sécurité n'interviennent pas régulièrement, contre seulement 18% qui déclarent le contraire.

En outre, 75% des populations interrogées affirment que la justice n'est pas bien rendue au Gabon, contre seulement 25% qui affirment le contraire.

De plus, 52% des enquêtés affirment que la démocratie n'existe pas encore au Gabon, contre 48% qui affirment le contraire, particulièrement dans les provinces de la Ngounié et de l'Estuaire où on enregistre les pourcentages respectifs de 53,8% et 65,1% des populations estimant que la démocratie n'est qu'un leurre au Gabon.

En outre, 51% des enquêtés pensent que la corruption est très élevée au Gabon, 42% pensent qu'elle est élevée, 6% pensent qu'elle est faible et 1% pensent qu'elle est très faible.

En ce qui concerne la perception des efforts de l'Etat en matière de gouvernance, 50% des enquêtés pensent qu'ils sont insuffisants, 40% pensent qu'ils sont très insuffisants, 9% affirment qu'ils sont satisfaisants et 2% déclarent qu'ils sont très satisfaisants.

Ainsi, face aux problèmes liés à la justice, la démocratie et la bonne gouvernance, les Gabonais souhaitent une réforme profonde du système judiciaire, l'instauration d'un processus démocratique crédible, le renforcement de la sécurité des biens et des personnes, une lutte implacable contre la corruption et l'érection d'institutions régaliennes fortes.

Pour y parvenir, 71% des Gabonais aspirent à la lutte contre la corruption ; 10,2% souhaitent la promotion de l'Etat de droit ; 4,8% suggèrent la modernisation de l'Etat ; 3,1% préconisent le renforcement de la participation des citoyens à la vie publique ; 3% proposent la lutte contre l'insécurité ; 2,1% aspirent à l'amélioration du climat des affaires ; 2% aspirent à la consolidation de la démocratie ; 1,9% souhaitent la stabilité politique et l'absence de violence/terrorisme ; 1,7% suggèrent la préservation des libertés publiques.

Par ailleurs, 34,2% aspirent à l'amélioration des conditions de travail et de vie des fonctionnaires ; 23,1% souhaitent la lutte contre la corruption des fonctionnaires et des hommes politiques ; 20,2% préconisent la lutte contre les lourdeurs administratives ; 10,2% proposent une amélioration du cadre de la gouvernance ; 6,3% suggèrent la lutte contre le clientélisme et l'ethnicité dans l'administration et 6% aspirent au renforcement de la déconcentration.

3.2. LES POPULATIONS GABONAISES ASPIRENT A UNE MEILLEURE SITUATION NUTRITIONNELLE

L'alimentation constitue un enjeu majeur pour l'État et les populations. En effet, 61% des enquêtés affirment que les produits alimentaires consommés sont présents sur les différents marchés, contre 39% qui affirment le contraire. Cependant, 45% des enquêtés affirment que les coûts de ces produits alimentaires sont élevés, 43% affirment qu'ils sont très élevés et seulement 12% affirment qu'ils sont acceptables.

Malgré la disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés, elles sont en majorité d'origine importée, conduisant à une exposition aux chocs alimentaires extérieurs. C'est pourquoi 27% des enquêtés affirment que les efforts de l'Etat en matière d'alimentation sont très insuffisants, 61% des enquêtés les trouvent insuffisants, 10% les trouvent satisfaisants et 2% les trouvent très satisfaisants.

Face à ce défi, la population gabonaise aspire à une amélioration de la situation nutritionnelle, la production agricole et l'accessibilité financière et physique des produits alimentaires. Ainsi, les résultats sur les aspirations ont montré que 35% des Gabonais aspirent à la réduction des taxes sur les importations de produits alimentaires ; 28% souhaitent le développement de l'agriculture, l'élevage, la pisciculture et la riziculture ; 11,6% proposent un encouragement à la consommation des aliments locaux ; 10,2% désirent le développement des cultures vivrières et maraîchères ; 6,2% soutiennent le développement de l'industrie agro-alimentaire ; 5,6% souhaitent la création des coopératives agricoles et 3,3% approuvent la subvention des denrées de première nécessité.

3.3. LES GABONAIS ASPIRENT A UN LOGEMENT DECENT

Selon les résultats de l'enquête, 90% des Gabonais estiment que l'accès à un logement décent intégrant les commodités requises est difficile, voire très difficile.

Au regard de cette situation, les Gabonais souhaitent une amélioration des conditions d'accès à un logement tant en milieu urbain qu'en zone rurale. Ainsi, 42,7% de la population gabonaise aspirent à la viabilisation des terres ; 20,2% souhaitent la construction des logements sociaux ; 15,9% désirent l'interdiction de la vente des terres aux étrangers ; 7,7% aspirent à la promotion d'une politique de crédit logement et 7,4% souhaitent l'établissement facile des titres fonciers aux nationaux.



3.4. LES GABONAIS SOUHAITENT UN MEILLEUR NIVEAU D'ACCES A L'ELECTRICITE ET A L'EAU POTABLE

Selon les réponses sur les perceptions des Gabonais, 71% des ménages déclarent ne pas avoir un accès régulier à l'eau potable. Les principales difficultés identifiées concernent l'absence d'un réseau d'adduction (37,1%), l'absence d'installation d'eau dans les logements (25,4%) et l'éloignement des points de distribution (19,3%). En outre, 51,2% des Gabonais estiment que la qualité de l'eau disponible est insuffisante.

Dans ces conditions, les Gabonais aspirent à une amélioration du niveau d'accès à l'électricité, à l'eau potable et à la nette réduction des délestages. Pour cela, 55% souhaitent l'instauration de la concurrence dans la fourniture d'eau et d'électricité ; 18,6% appellent la fourniture d'eau et d'électricité dans tous les foyers ; 8,3% adhèrent au développement des centrales hydrauliques ; 6% proposent la lutte contre les coupures d'eau et d'électricité ; 5,9% préconisent le renforcement de l'hydraulique villageois ; 32,% suggèrent l'amélioration de la distribution de l'énergie déjà produite ; 1,6% souhaitent un mix énergétique ; et 1,3% aspirent au développement d'un réseau national interconnecté.



3.5. LES GABONAIS ASPIRENT A UNE AMELIORATION DU SYSTEME DE SANTE

Entre 1960 et 2023, le Gabon a mis en place plusieurs programmes sanitaires visant à améliorer l'état de santé de la population et à renforcer son système de soins. Le Gabon dispose d'un système de santé qui présente des forces, mais aussi de nombreux défis.

Ainsi, 82% des enquêtés confirment l'existence de structures de santé dans leurs localités de résidence, contre 18% qui répondent par la négative. Ils sont 60% à affirmer que ce sont des structures publiques, 17% à affirmer que ce sont des structures privées et 23% à affirmer que ce sont des structures parapubliques.

En outre, s'agissant des frais de santé dans les structures publiques, 39% des enquêtés affirment qu'ils sont chers, 36% disent qu'ils sont abordables, 20% affirment qu'ils sont très chers et 4% disent qu'ils sont très abordables.



Pour ce qui est de la qualité des soins de santé dans les structures publiques, 46% affirment qu'elle est mauvaise, 17% affirment qu'elle est très mauvaise, 36% affirment qu'elle est bonne et 1% affirment qu'elle est très bonne.

Concernant l'état des équipements dans les structures publiques de santé au Gabon, 51% répondent qu'il est « mauvais », 24% répondent qu'il est « très mauvais », 24% affirment qu'il est « bon » et 1% répondent « très bon ».

De plus, 57% des enquêtés trouvent l'accès aux médicaments « difficile », 23% le trouve « très difficile », contre 19% qui le trouvent « facile » et 1% « très facile ».

S'agissant des efforts de l'Etat en matière de santé publique, 61% affirment qu'ils sont insuffisants, 19% affirment qu'ils sont très insuffisants, contre 18% qui pensent qu'ils sont satisfaisants et 2% qui les trouvent très satisfaisants.

Face à cette réalité, les Gabonais aspirent à une amélioration du système de santé à l'horizon 2050 à travers le renforcement de la pyramide sanitaire et un meilleur niveau d'accès aux soins de santé. Dans ce sens, les Gabonais appellent à la construction de centres médicaux (27,7%), de dispensaires (24,2%), de pharmacies (13,8%) ; d'hôpitaux généraux (12,8%) et de Centres Hospitaliers Universitaires (9%). En résumé, 87,5% des populations en milieu rural et 93,3% des enquêtés en milieu urbain aspirent à la construction de nouvelles structures de santé. En outre, 5,6% préconisent le renforcement des capacités du personnel par des formations et 1,3% souhaitent la fourniture régulière des structures de santé en médicaments.

3.6. LES GABONAIS ASPIRENT A UNE AMELIORATION DU SYSTEME EDUCATION-FORMATION

L'État gabonais a mis en œuvre plusieurs actions stratégiques dédiées à l'amélioration de l'offre de service dans le secteur éducation-formation tout en voulant garantir la qualité de la formation. Cependant, malgré les actions et les stratégies constamment déroulées, le système éducation-formation est confronté à des déficits infrastructurels, d'équipement, de personnel et au problème d'employabilité des diplômés.

Concernant l'existence d'un établissement scolaire dans leur quartier/village, 94% d'enquêtés répondent qu'il en existe, contre 6% qui répondent par la négative. Parmi les personnes ayant affirmé qu'il existe un établissement scolaire dans leur localité, 54% affirment qu'il est dans un état dégradé, 12% affirment qu'il est dans un état très dégradé, contre 34% qui affirment qu'il est dans un bon état.



S'agissant du coût de la scolarité, 56% des enquêtés affirment qu'il n'est pas abordable, contre 44% qui affirment le contraire.

Concernant les efforts de l'Etat en matière d'éducation, 55% des enquêtés les trouvent « insuffisants », 21% les trouvent « très insuffisants », contre 21% qui les trouvent « satisfaisants » et 3% « très satisfaisants ».

Face aux contraintes suscitées, la population appelle de tous ses vœux à l'amélioration du système éducatif et à la garantie d'insertion professionnelle des produits qui en sortent. Ainsi, 92% des Gabonais aspirent à la construction de nouvelles infrastructures éducatives ; 9,5% souhaitent l'amélioration des conditions de travail et de vie des enseignants ; 6,3% suggèrent la fourniture gratuite des manuels scolaires ; 5,8% préconisent l'amélioration de la gouvernance dans l'enseignement ; 4,2% proposent la révision des programmes scolaires ; 4,1% souhaitent le renforcement des capacités par la formation des formateurs ; 3% aspirent à une adéquation formation-emploi et 2% suggèrent la réforme du système éducatif gabonais.

3.7. LES GABONAIS ASPIRENT A UNE AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Le Gabon fait face au déficit et à la dégradation de ses infrastructures de transport. Cela rend complexe la mobilité des populations et les échanges commerciaux, et augmente les coûts à l'exportation. Malgré les efforts consentis par l'État pour améliorer le système national de transport, les défis sont encore importants.

A la question de savoir si le système de transport dans la localité de résidence est satisfaisant, 74% des enquêtés répondent par la négative et 26% répondent par l'affirmative.

En outre, 46% des enquêtés affirment que les frais de transport sont « chers », 29% des enquêtés répondent qu'ils sont « très chers », contre 23% qui affirment qu'ils sont « abordables » et 2% « très abordables ».

Concernant l'état des infrastructures de transport, 56% répondent qu'il est « mauvais », 24% répondent qu'il est « très mauvais », contre 20% qui répondent qu'il est « bon » et 1% « très bon ».

Pour ce qui est des efforts de l'État en matière de transport, 58% des enquêtés affirment qu'ils sont « insuffisants », 23% répondent « très insuffisants », contre 20% qui répondent « satisfaisants » et (2%) « très satisfaisants ».

Face à cette situation, la population souhaite le renforcement et la modernisation des infrastructures de transport, notamment les routes. Ainsi, 93% des populations aspirent à la construction de nouvelles infrastructures de transport ; 31% souhaitent le renforcement du réseau routier ; 13,8% suggèrent le développement des sociétés de transport ; 6,7% préconisent l'amélioration de la sécurité routière et 4,5% proposent le renforcement et l'amélioration de la gouvernance du secteur transport.



3.8. LES FEMMES ET LES JEUNES GABONAISES ASPIRENT A UN EMPLOI DECENT

L'amélioration des conditions de vie des populations passe, d'une part, par la création des emplois et la résorption du chômage, et surtout le chômage des jeunes qui est grandissant ces dernières décennies ; d'autre part, par le renforcement des capacités en formant les Gabonais dans des domaines compatibles aux offres des entreprises, car nul n'ignore le problème de qualification des Gabonais auquel font face les entreprises et les sociétés aujourd'hui.

Face à ces défis, les aspirations des populations interrogées prônent fortement pour l'emploi des jeunes (53,4%) ; la formation professionnalisante (10,9%) ; la création de nouveaux pôles économiques (9,3%) ; le renforcement du cadre légal en faveur des nationaux (8,4%) ; la création des emplois publics (7,4%) ; la nationalisation effective des emplois (7,1%) ; l'incitation de l'emploi privé (3,4%).

Ces aspirations pour l'emploi des jeunes restent fortement partagées entre les populations rurales (57,8%) et les populations urbaines (51,7%) qui ont été interrogées. La question sur la création des emplois décents est de mise. L'Etat se doit d'améliorer la situation d'emploi des Gabonais qui exige, au départ, une formation requise. Par ailleurs, il doit mettre en vigueur la politique de « *gabonisation* » de l'emploi qui reste très faiblement suivie par les entreprises et les sociétés.



3.9. LES GABONAIS ASPIRENT AU MAINTIEN DE LEUR IDENTITE CULTURELLE

La mondialisation entraîne une certaine uniformisation culturelle, où des cultures dominantes, souvent occidentales, tendent à éclipser les cultures locales ou traditionnelles. Pareillement, les flux migratoires posent la question de l'intégration des cultures migrantes et du maintien de leur propre identité culturelle. Les nouvelles technologies et l'accès généralisé à Internet ont renforcé l'accès à des cultures diverses, mais ont également provoqué une certaine érosion des pratiques culturelles locales au profit des médias globaux. Toutes ces pratiques concourent à la disparition progressive des valeurs culturelles gabonaises.

La préservation des langues, l'adaptation des traditions locales aux réalités locales, la promotion des savoir-faire traditionnels locaux, l'équilibre entre les cultures étrangères et locales, le maintien de l'authenticité des attraits culturels et le respect des normes culturelles sont autant d'enjeux pour le maintien de l'identité culturelle gabonaise.

Ainsi, 39% des Gabonais aspirent à l'enseignement des langues gabonaises à l'école ; 34,7% souhaitent l'instauration du système des droits d'auteur ; 7,4% suggèrent la création d'une langue nationale gabonaise ; 5,2% préconisent la révision des manuels scolaires pour promouvoir la culture gabonaise ; 4,4% souhaitent la réforme de « Gabon 9 provinces » ; 3,5% proposent l'institutionnalisation de la journée nationale de la culture gabonaise ; 3,5% aspirent au développement d'une chaîne de télévision/radio dédiée à la promotion de la culture

gabonaise et africaine ; 2,4% aspirent à la création des écomusées dans chaque province/lieux touristiques.

3.10. LES GABONAIS ASPIRENT A UN SECTEUR TECHNOLOGIQUE DE POINTE

Une des fortes aspirations exprimées par les Gabonais est la mise en place d'un secteur technologique de pointe à travers la fourniture d'internet sur toute l'étendue du territoire et sa liberté ; l'extension du réseau mobile et la couverture réseau ; le renforcement des pylônes du réseau téléphonique ; la gratuité des chaînes locales et l'installation des antennes de communication dans toutes les localités.



3.11. LES GABONAIS ASPIRENT A LA CONSERVATION DURABLE DE LEUR ENVIRONNEMENT

Le Gabon est un des leaders mondiaux dans la préservation de l'environnement. Avec les autres pays du Bassin du Congo, ils constituent le second poumon de la planète.

Cependant, bien que le pays ait pris des mesures pour protéger ses forêts et son environnement, les risques liés aux changements climatiques (montée des eaux, perte de biodiversité) constituent une menace à long terme pour certaines communautés rurales et côtières. Cela peut également impacter l'agriculture et la sécurité alimentaire, exacerbant ainsi la pauvreté dans certaines régions. A ces problèmes, s'ajoute le conflit Homme-Faune.

Face à cette réalité, les Gabonais aspirent à la préservation de leur environnement, en adéquation avec le développement économique et social. Ainsi, 42,4% des Gabonais aspirent à des investissements dans les énergies renouvelables et au reboisement ; 16,4% souhaitent le renforcement de l'éducation environnementale ; 11,8% proposent la punition des actes inciviques ; 11,4% suggèrent la lutte contre la pollution issue de l'activité économique ; 10,6% souhaitent une bonne gestion de la déforestation et des cours d'eau et 7,5% aspirent au recyclage des déchets.

3.12. LES GABONAIS ASPIRENT A L'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

Le Gabon dispose d'un potentiel important pour attirer les investissements et développer le secteur privé. Les mesures incitatives comme le Plan National pour l'Emploi (PNE) qui vise à favoriser la création d'emplois dans le secteur privé, à travers des politiques d'incitations fiscales et la promotion des PME ont permis l'impulsion du secteur.

Cependant, l'environnement des affaires reste marqué par certains problèmes qui freinent son développement. Il s'agit de la centralisation, la lourdeur administrative, l'accès difficile au financement, l'insuffisance des infrastructures, un climat d'affaires et de gouvernance en proie à des pratiques informelles et d'une gestion publique perçue comme opaque du fait de la corruption, le manque de transparence, de formation et de compétences.

En outre, le secteur privé au Gabon reste sous-développé, et la création d'emplois formels est insuffisante pour absorber la main-d'œuvre en croissance. Ainsi, l'amélioration de la gouvernance administrative, l'encouragement de l'entrepreneuriat et le soutien aux PME, le développement d'un environnement des affaires favorable, le renforcement des infrastructures, le renforcement de l'État de droit et de la sécurité juridique, et l'amélioration des compétences et de la formation professionnelle constituent des enjeux pour redynamiser le secteur privé.

En conséquence, la population gabonaise aspire à un milieu des affaires assaini et attractif. De façon spécifique, la population souhaite le renforcement des institutions judiciaires locales, des zones économiques spéciales, une décentralisation complète, la simplification des procédures administratives, l'incitation des groupements d'intérêt économique, la facilitation à l'accès aux crédits, le renforcement des infrastructures sécuritaires et économiques, la couverture du marché national en produits pétroliers, le développement d'un pôle pétrochimique, l'encouragement aux investissements privés, la création des sociétés industrielles, minières et des services, la stabilité politique, l'innovation marquée par la digitalisation et la création des organismes décentralisés.

3.13. ASPIRATIONS DES AUTORITES LOCALES ET DE LA SOCIETE CIVILE

En matière de gouvernance, les autorités locales et la société civile aspirent majoritairement à l'instauration d'une culture de gouvernance participative ; la décentralisation ; le renforcement des lois contre la corruption ; l'amélioration de la sécurité locale ; une réforme en profondeur des institutions locales ; le renforcement des ressources financières des collectivités locales ; la création des tribunaux locaux spécialisés ; la création des mécanismes de contrôle citoyen ; le développement d'une meilleure coordination interinstitutionnelle.

En matière d'infrastructures, elles aspirent prioritairement à la construction : des systèmes de gestion des déchets ; d'infrastructures de transport (routes, ponts) ; de réseaux hydrauliques ; de grands axes routiers régionaux ; de réseaux de télécommunication ; d'infrastructures énergétiques durables ; de réseaux d'assainissement et de zones industrielles.

Dans le domaine de l'administration et de la fiscalité, elles souhaitent la réduction de la parafiscalité ; la simplification des procédures administratives ; le renforcement de la sécurisation des investissements.

3.14. ASPIRATIONS DES OPERATEURS ECONOMIQUES

Pour booster leurs activités économiques, les opérateurs économiques aspirent prioritairement au : renforcement des institutions judiciaires locales ; renforcement des zones économiques spéciales ; à la décentralisation complète ; à la simplification des procédures administratives ; à l'incitation aux groupements d'intérêt économique ; à la facilitation de l'accès aux crédits ; au Renforcement des infrastructures ; à la prise de participation de l'Etat dans le capital des entreprises gabonaises.

En outre, les opérateurs économiques aspirent au développement des infrastructures suivantes : routes et ponts ; centres de formation professionnelle ; centres éducatifs spécialisés ; infrastructures de transport modernes ; infrastructures scolaires spécialisées ; structures de santé ; réseaux électriques durables ; réseaux logistiques ; réseaux de télécommunication ; infrastructures énergétiques ; infrastructures financières, etc.

3.15. ASPIRATIONS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

Pour les partenaires au développement ayant répondu à l'enquête, la coopération avec le Gabon est satisfaisante, mais pourrait être renforcée par : l'augmentation des investissements financiers ; le développement de plus de projets communs ; l'amélioration de la coordination entre les acteurs ; l'encouragement des transferts de compétences et de technologies ; la facilitation de l'accès aux marchés internationaux pour les produits gabonais ; le renforcement des échanges d'expertise en matière de gouvernance et de développement durable ; un soutien accru au développement des infrastructures locales ; la promotion des partenariats dans l'éducation et la formation ; le renforcement des échanges d'expertise en matière de gouvernance et de développement durable.

Pour améliorer la gouvernance au Gabon, les partenaires au développement suggèrent de : améliorer la transparence des finances publiques ; renforcer l'indépendance de la justice ; renforcer la résilience institutionnelle face aux crises ; promouvoir la participation citoyenne continue et inclusive dans la prise de décision ; renforcer les capacités des institutions de contrôle et d'audit ; mettre en place les mécanismes de protection des lanceurs d'alerte ; former les fonctionnaires à l'éthique et aux bonnes pratiques de gouvernance ; accroître l'accès à l'information publique ; lutter contre la corruption ; promouvoir l'éducation civique ; lutter contre les inégalités ; améliorer l'accès à une justice équitable et indépendante ; renforcer les médias libres et indépendants ; mettre en place des réformes électorales transparentes ; encourager la responsabilisation des élus et des institutions ; promouvoir la décentralisation pour une meilleure représentation locale ; bâtir une société plus juste et équitable ; renforcer la cohésion sociale ; promouvoir un développement durable ; assurer l'indépendance durable des institutions publiques ; garantir l'égalité d'accès aux opportunités pour tous les citoyens ; instaurer une culture de transparence et de responsabilité à tous les niveaux ; renforcer les partis politiques, etc.

4. ANALYSE STRUCTURELLE

L'analyse structurelle constitue la section 1 du TOME 3 de l'ENP GABON-2050. Elle est faite à partir d'une méthode de structuration et de la réflexion collective. Elle aide à répondre à une question à laquelle est confrontée toute réflexion prospective et qui est certainement une des plus difficiles, à savoir « parmi la multitude de variables qui interviennent dans la construction de l'avenir d'une organisation, lesquelles faut-il privilégier ? ».

Dans le cadre de la réalisation de l'analyse structurelle, une liste de 58 variables considérées comme les plus déterminantes pour influencer la dynamique du système Gabon, a été dressée. Le remplissage de la Matrice MIMAC, à savoir l'évaluation de l'influence de chacune des variables sur les autres, s'est faite, de façon participative, par visioconférence et en présentiel du 03 au 06 mars 2025. L'équipe de travail était composée d'experts nationaux identifiés et désignés par la Direction Générale de la Prospective (DGPRO), des experts de la Chaire UNESCO Anticipation, Prospective et Territoires Durables (Voir liste de présence). La supervision technique a été assurée par le Consultant international, Professeur KOUASSI Kouamé Sylvestre. Le positionnement des variables dans le cadran issu du rapport du logiciel MICMAC a permis de déceler les messages clés d'avenir, et de mettre en évidence les enjeux et défis futurs auxquels fait ou fera face le Système Gabon.

Les résultats montrent que le Système Gabon est sous l'influence de variables issues de l'environnement interne et des mutations de l'environnement géopolitique. Les variables telles que Gouvernance institutionnelle, Corruption, Géopolitique, Démographie, Stabilité sociopolitique, Politique environnementale, État de droit, Climat des affaires affectent négativement la dynamique de développement de l'Union, qui se trouve influencée par le contexte international, notamment les influences extérieures, à travers la variable « Géopolitique internationale ».

De grands enjeux relatifs au développement de l'économie (exploitation du pétrole, politique budgétaire, Investissement national, croissance économique, exploitation minière), du numérique et de l'énergie sont au cœur du développement actuel et futur du Gabon.

Le renforcement du processus de décentralisation et de déconcentration, la meilleure gestion de la diversité biologique, le développement de l'économie bleue, la consolidation de la démocratie, le respect des droits de la femme, la Liberté d'expression, la maîtrise de la densité de population, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la Sécurité peuvent être considérés comme des leviers secondaires ou servir de base pour d'éventuelles mesures d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques au Gabon.

L'analyse a permis d'identifier 4 patatoïdes majeures que sont : (i) Géopolitique, gouvernance et enjeux démocratiques (ii) Économie et supports de production (iii) Capital humain et développement social et (iv) Environnement et changements climatiques. Celles-ci serviront à l'élaboration des scénarios en vue de la définition de la Vision du Gabon à l'horizon 2050.

5. ANALYSE DU JEU DES ACTEURS

L'analyse du jeu des acteurs constitue la section 2 du TOME 3 de l'ENP GABON-2050. Elle a permis de faire ressortir les principaux résultats et enseignements qui sont synthétisés dans les lignes qui suivent.

5.1. UNE TYPOLOGIE CARACTERISEE PAR UNE RELATIVE PREPONDERANCE D'ACTEURS PEU INFLUENTS

Le plan des influences et dépendances fournit une représentation graphique du positionnement des acteurs en fonction de leurs influences et dépendances directes et indirectes nettes. À la lecture du plan d'influence et de dépendance entre acteurs, il ressort quatre types d'acteurs :

- ✓ **Cinq acteurs dominants** : Ce sont des acteurs qui exercent plus d'influence qu'ils n'en reçoivent. Ils sont situés dans le quadrant Nord-Ouest du plan et constituent les points d'entrées du système Gabon. Il s'agit de la France, de la Chine, de la CEMAC, des Entreprises multinationales et des Autorités judiciaires. L'évolution des positions de ces acteurs doit être prise en compte dans l'écriture des scénarios, car ils peuvent agir soit comme facteur d'inertie, soit comme facteur-clé de motricité du système Gabon. Ce sont des acteurs capables de favoriser ou paralyser l'évolution du jeu. Leurs décisions et projets sont considérés comme structurants pour le système ;
- ✓ **Trois acteurs relais** : logé dans le quadrant Nord-Est, ce groupe d'acteurs bénéficie d'une forte influence, mais est également soumis à d'importantes dépendances. Ce sont les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les Organisations de la Société Civile (OSC) et l'État. Ils détiennent le degré d'ouverture du système. A ce titre, si les projets et objectifs de ces acteurs ne se réalisent pas ou si ces acteurs n'évoluent pas, le jeu pourrait rester bloqué ;
- ✓ **Six acteurs dominés** : ils subissent plus d'influence qu'ils n'émettent et se retrouvent dans le quadrant sud-Est. Il s'agit des Médias, des Partis politiques, des Organisations de femmes et de Jeunes, des Instituts et Centres de Recherche, du Secteur privé et des Collectivités territoriales. Ces acteurs ne disposent pas de poids suffisant pour influencer le fonctionnement du jeu ;
- ✓ **Cinq acteurs autonomes** : ce dernier groupe est à la fois faiblement influent et faiblement dépendant. Ces acteurs sont considérés comme hors-jeu. Il s'agit de l'OPEP, de l'UA, des Institutions de Bretton Woods, des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et de la Communauté étrangère. Ceux-ci sont situés dans le quadrant Sud-Ouest.

La structure du plan influence dépendance est constitué de huit (8) acteurs influents et de onze (11) acteurs peu influents. Ceux-ci sont situés en dessous de la médiane de l'axe des influences, ce qui traduit leur faible niveau d'influence sur le fonctionnement du jeu comparativement aux acteurs situés au-dessus.

5.2. UN JEU DOMINE PAR DES ACTEURS DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Le système Gabonais est contrôlé par trois acteurs dominants de l'environnement international avec les puissances économiques internationales que sont la France et la Chine qui sont des partenaires clés du Gabon avec notamment la Chine qui gagne de plus en plus en influence sur le jeu au côté de la France, certes en recul, mais qui demeure l'ancienne puissance colonisatrice. Quant aux Entreprises multinationales qui sont, très souvent, le prolongement de la France et de la Chine, elles dominent les principaux marchés de production avec, parfois, le rachat des sociétés d'État. Les décisions et projets de ces trois acteurs sont déterminants pour l'évolution du jeu.

Il faut noter la place stratégique de la CEMAC, l'organisation sous régionale, qui se présente comme un acteur structurant au regard de l'importance des échanges économiques entre le Gabon et les autres pays de la sous-région. Par ailleurs, la CEMAC se positionne comme un acteur régulateur clé dans un contexte d'instabilité politique.

5.3. L'ETAT, UN ACTEUR RELAIS EN POSSIBLE PERTE DE VITESSE

Le statut de relais traduit un acteur au poids important dans la structure avec des marges de manœuvre contraintes au regard de son fort niveau de dépendance. C'est le cas de l'Etat Gabonais qui occupe une place clé dans le système mais qui n'est pas suffisamment autonome dans ses prises de décision. La stratégie de l'Etat appelle des politiques d'alliances avec d'autres acteurs tels que les opérateurs privés nationaux, les partenaires internationaux et les pays amis comme la France et la Chine. Cependant, l'analyse des poids apparents et potentiels de l'Etat révèle un déclassement potentiel du poids de l'Etat de 2 à 1,6 à l'échéance de l'étude. Cette tendance pourrait affaiblir davantage l'Etat dans son positionnement dans le jeu et vulnérabiliser le Gabon aux ingérences multiformes de l'extérieur. Il faudra donc renforcer la place de l'Etat à travers l'accroissement de ses capacités d'action.

5.4. LES ACTEURS CLES DE DEVELOPPEMENT MAL POSITIONNES

Dans le quadrant sud-est où sont logés les acteurs ayant peu d'influence sur le jeu au regard de leur fort niveau de dépendance, se retrouvent les Organisations de jeunes et de femmes, les collectivités territoriales, les Instituts et Centres de Recherche et le Secteur privé national. Le positionnement de ces acteurs pourtant clés dans le développement du Gabon explique l'état actuel du développement du Gabon. Le maintien de ces acteurs dans cette qualité constituera un frein à la dynamique de développement endogène, inclusif et durable souhaité. Il s'impose la nécessité de les faire évoluer en leur accordant plus de poids dans le jeu. Cela passe par des réformes vigoureuses en faveur de ces acteurs qui sont des catalyseurs du développement.

5.5. LES LEVIERS DE DEVELOPPEMENT A ACTIONNER

Le positionnement des Institutions de Bretton Woods (IBW) et des autorités judiciaires à proximité du centre de gravité fait d'eux de principaux leviers de développement du Gabon.

Par leurs missions d'acteurs de développement et de réduction de la pauvreté pour les uns et d'agents régulateurs par les décisions de justice pour les autres, ils peuvent servir comme des leviers sur lesquels pourraient s'appuyer les pouvoirs publics, les populations et les autres agents économiques pour créer les conditions voire accélérer le développement socio-économique du Gabon. La place importante de la corruption dans le jeu économique justifie ce rôle majeur que devront jouer les Autorités judiciaires dans l'avenir du Gabon pour y mettre un terme ou l'estomper. Quant aux IBW, leurs missions d'accompagnement des décideurs politiques devront se renforcer au fil des ans pour une nette amélioration des conditions de vie et de travail des populations.

5.6. LES FDS, UN ACTEUR REGULATEUR POURTANT AUTONOME EN NECESSITE D'EVOLUTION

La position des FDS parmi les acteurs autonomes traduit l'une des faiblesses du système Gabonais. En effet, cet acteur exerce moins d'influence qu'il n'en reçoit des autres acteurs. Or, les FDS, en tant qu'acteurs régulateurs, ont pour mission d'encadrer le fonctionnement du jeu du système Gabon. L'analyse des poids apparents et potentiels montre une faible évolution de cet acteur qui passe de 0,4 à 0,5 ; ce qui dénote de l'invariance de son attitude dans le jeu. Un renforcement du poids de cet acteur régulateur clé pour une migration vers le centre de gravité ou les quadrants supérieurs lui permettra de jouer pleinement son rôle et d'être au service des populations et du développement du Gabon.

5.7. VERS UN RENFORCEMENT DES OSC ET DES MEDIAS

Les Médias et les Organisations de la Société Civile sont des contre-pouvoirs qui occupent une place importante dans le bon fonctionnement du jeu du système Gabon. Le positionnement des OSC en tant qu'acteurs relais traduit leur fort niveau d'influence dans le jeu quand les Médias se retrouvent comme des acteurs dépendants malgré leur relative influence. Cependant, l'examen des poids réels et potentiels montre un sur-classement des poids des Médias qui passent de 0,7 à 1,1. Les OSC, déjà bien positionnés, évolueront peu dans le jeu au regard de leur poids qui passera de 1,2 à 1,3.

5.8. UNE MULTITUDE D'OBJECTIFS MOBILISANT LES ACTEURS DU SYSTEME GABON

L'analyse des relations acteurs/objectifs permet de distinguer les objectifs qui mobilisent le plus d'acteurs, le positionnement et l'implication de ceux-ci face à la réalisation des objectifs. Elle permet de visualiser la mobilisation des acteurs sur les objectifs, en tenant compte des positions évaluées pondérées. L'analyse fait ressortir une typologie d'objectifs en fonction du degré de mobilisation.

- ✓ **Objectifs très mobilisateurs** : Deux objectifs peuvent être considérés comme étant très mobilisateurs (+50). Il s'agit des objectifs « Promouvoir le développement économique durable » et « Assurer la sécurité » ;

- ✓ **Objectifs fortement mobilisateurs** : Vingt (20) objectifs se retrouvent dans cette catégorie (40-50). Ce sont les objectifs « Informer objectivement » ; « Réduire la pauvreté » ; « Accroître leur part du marché » ; « Accroître leur niveau » ; « Valoriser les potentialité locales » ; « Mettre les résultats des recherches au service de la décision publique » ; « Développer et divulguer de nouvelles connaissances » ; « Créer les conditions favorables au développement de la recherche » ; « Défendre les intérêts des jeunes et des femmes » ; « Favoriser l'insertion des jeunes, des femmes et des personnes vivants avec un handicap » ; « Contribuer au maintien de la cohésion sociale » ; « Apporter un appui technique et financier à l'Etat dans la réalisation de ses projets » ; « Appliquer les lois » ; « Rendre les décisions de justice cohérentes et transparentes » ; « Améliorer les condition de vie et de travail des population vivant sur le territoire gabonais et à l'extérieur » ; « Renforcer les infrastructures socio-économiques » ; « Contribuer à la promotion de l'Etat de droit » ; « Protéger ses intérêts et profiter des échanges commerciaux » ; « Promouvoir la paix » et « Promouvoir l'intégration » ;
- ✓ **Objectifs moyennement mobilisateurs** : Ces objectifs sont relativement peu nombreux. Leur niveau de mobilisation se situe entre 20 et 40. Ce sont les objectifs : « Assurer la stabilité et l'approvisionnement des marchés » ; « Garantir les intérêts des pays exportateurs de pétrole » ; « Réguler les politiques macro-économiques » ; « Favoriser la participation des populations à la gestion de la collectivité » ; « Améliorer la représentativité des couches défavorisées et du genre dans les institutions politiques » ; « Défendre les intérêts de leurs concitoyens » ; « Améliorer leurs conditions de vie et de travail » ; « Consolider leur position de partenaires privilégiés » ; « Promouvoir l'intégration africaine » et « Se positionner comme le principal partenaire commercial » ;
- ✓ **Objectifs faiblement mobilisateurs** : Deux (2) objectifs mobilisent le moins d'acteurs. Ils sont en lien avec le jeu politique. Il s'agit de : « Participer à l'équilibre du débat politique » et « Conquérir et exercer le pouvoir d'Etat » ;
- ✓ **Objectif conflictuel** : Un seul objectif apparaît comme conflictuel. Il s'agit de « Promouvoir l'intégration africaine ».

Au regard du nombre dominant d'objectifs mobilisateurs, le système Gabon peut être considéré comme non conflictuel et disposant d'un large socle d'objectifs consensuels qui peut servir de levier pour la formulation des politiques publiques de développement.

5.9. DES QUESTIONS CLES D'AVENIR A RESOUDRE POUR UN MEILLEUR FONCTIONNEMENT DU JEU

Il ressort de l'analyse du jeu des acteurs une série de questions clés dont les issues permettront de créer un environnement plus favorable à un développement socio-économique inclusif et au bien-être des populations. Elles sont les suivantes :

- Quelles stratégies pour réduire l'influence des acteurs internationaux sur le jeu ?
- Comment parvenir à accorder un rôle plus structurant aux Instituts et Centres de Recherche et aux Collectivités territoriales ?
- Comment faire du secteur privé national le moteur du développement économique du Gabon ?

- Quelles politiques pour faire des jeunes et des femmes, des acteurs clés du développement du Gabon ?
- Comment faire des FDS des acteurs au service des populations et du développement socio-économique du Gabon ?

5.10. PRESENTATION DES SCENARIOS

Trois (3) scénarios globaux ont été construits à partir de la combinaison des scénarios thématiques.

❖ Scénario global pessimiste : la Marée Noire

Hypothèses sous-jacentes :

Scénario pessimiste :

- La faillite ;
- Une économie en tourment ;
- Un capital humain improductif ;
- La menace écologique.



Contenu du scénario :

La quasi-absence d'alternance au pouvoir pendant plus d'un demi-siècle a étouffé les libertés politiques, engendrant ainsi une accumulation de frustrations au sein des partis politiques et au niveau de la population. Par ailleurs, la mauvaise gouvernance qui se traduisait par une mauvaise redistribution des richesses a contribué à la perte de confiance entre l'État et les populations. Cette situation a occasionné l'éviction du Président Ali Bongo en 2023 et la quête d'un nouveau contrat social entre le politique et la population.

Après les élections présidentielles de 2025, les populations en général et les partis politiques d'opposition en particulier restent insatisfaits et mécontents de la gestion du pouvoir politique d'État. Des contestations populaires émergent, renforçant ainsi le niveau de méfiance des populations vis-à-vis des gouvernants politiques. La gouvernance des institutions gabonaises est marquée par des crises régulières qui troublent irréversiblement le processus démocratique et économique du pays. Le contexte géopolitique et politique du Gabon est caractérisé par les nombreux conflits enregistrés en Afrique centrale.

Les principaux partenaires du Gabon que sont la France et la Chine réduisent leurs interventions. Le climat délétère au niveau sous-régional et national finit par rétrécir les opportunités des partenaires et a finalement entraîné la destruction du tissu économique. Les efforts de transformation structurelle de l'économie échouent en raison d'un déficit d'investissements dans les secteurs non pétroliers. Les réserves pétrolières diminuent, entraînant un déficit budgétaire. Aussi, les accords internationaux qui contribuent à la protection de l'environnement pour réduire la menace écologique sont insuffisamment appliqués face à la pression de la population et des partenaires commerciaux. Alors, les problèmes liés à la

biodiversité et à la déforestation pèsent sur les activités des populations et rendent les pratiques agricoles tributaires des aléas climatiques. Dans un tel contexte, le taux de chômage connaît un bond de l'ordre de 60%. Les jeunes et les femmes sont les plus touchées par la situation. Cette situation n'est pas sans effet sur le niveau de sécurité qui devient de plus en plus inquiétant.

Les politiques d'austérités mises en œuvre pour réduire le déficit budgétaire accumulé concourent à la naissance de mouvements de protestations populaires dans les principaux centres urbains du pays et se propagent progressivement. En effet, le système éducatif est en crise, avec des écoles sous-équipées et un manque d'enseignants qualifiés. L'inefficacité de la politique de formation affecte la productivité de la main-d'œuvre. La défaillance du système de santé aggrave négativement le niveau d'accès au soin. De plus, la chute des prix du pétrole et l'absence de diversification du tissu économique sont des facteurs déclencheurs de ces crises sociales. Les investissements étrangers se raréfient, aggravant la crise économique. Les services publics de base comme l'électricité et l'eau potable deviennent des ressources difficilement accessibles. L'opérateur de gestion de l'Énergie et de l'Eau du Gabon n'arrive plus à honorer ses engagements vis-à-vis des consommateurs.

La construction des infrastructures économiques n'est plus arrimée à la croissance démographique. Les équipements de base de la société gabonaise sont vétustes et surexploités. Les routes, les ponts et les bâtiments publics tombent en ruine. Par conséquent, les liaisons entre les villes portuaires et les villes secondaires sont quasi rompues. L'on observe donc une désintégration de l'armature urbaine allant à l'isolement des provinces. À la recherche d'une relance économique, les dirigeants du pays signent des accords, entraînant un effondrement du Gabon sous le poids de la dette extérieure. Le Gabon est dans une incapacité absolue de faire face à ses engagements financiers.

Durant la période 2041 - 2050, l'État Gabonais est incapable de retenir son capital humain. En effet, le système éducatif Gabonais devient désuet, inadapté aux besoins de formation et d'emplois. Le taux d'analphabétisme se renforce. Le clientélisme et le favoritisme sont les principales caractéristiques de l'administration gabonaise. Sans éducation, la violence basée sur le genre, le vol, la consommation des produits stupéfiants sont les pratiques quotidiennes de la jeunesse. Aussi, la corruption va se généralisant. Les centres de santé sont insuffisants et leurs plateaux techniques sont inopérants. Le personnel médical est davantage moins qualifié et donc incapable de rendre un service de qualité à la population Gabonaise.

En raison de l'exploitation forestière non régulée et de l'agriculture extensive, la déforestation s'accélère et prend des proportions inquiétantes. Les industries, notamment minières et pétrolières, polluent l'environnement sans contrôle, affectant la santé publique et les écosystèmes. Cela entraîne la perte de la biodiversité et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Les changements climatiques commencent à avoir des impacts visibles, avec des sécheresses et des inondations plus fréquentes. Cela affecte l'agriculture et la disponibilité des ressources naturelles. Il s'en suit des catastrophes environnementales comme les incendies de forêt et les marées noires qui deviennent plus fréquentes, mettant en danger la vie sauvage et les populations Gabonaises.

À l'horizon 2050, le Gabon, symbole d'autonomie et de prospérité, fait face à une catastrophe écologique, un déficit budgétaire important, des taux de pauvreté et de chômage supérieurs à 70% et un capital humain inefficace. Cette situation s'apparente à celle d'une marée noire qui détruit le littoral Gabonais et affecte toute l'économie et la santé de la société gabonaise.

❖ Scénario global tendanciel : la coupe de l'Okoumé-roi

Scénarios thématiques sous-jacents

- La marche de la tortue ;
- Une économie fragile ;
- Un capital humain peu compétitif ;
- Stabilité écologique.



Message du scénario

Le Gabon, en 2025, évolue dans un environnement géopolitique sous-régional et international marqué par des crises. Depuis des décennies, le pays participe à la stabilité politique et sociale au sein de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). En dehors de son implication dans le domaine sécuritaire pour maintenir la stabilité, le pays renforce sa coopération économique et sociale avec ses voisins et ses principaux partenaires internationaux (la Chine, la France. Toutefois, malgré ses efforts pour maintenir sa place de choix dans la sous-région, la situation actuelle du Gabon présente une économie fragile, un capital humain peu compétitif et une stabilité écologique pour le bien-être de sa population.

À partir de 2026, le gouvernement Gabon décide de mettre en œuvre différentes réformes destinées à restructurer son économie et à améliorer le niveau de compétitivité de son capital humain. Des initiatives de développement agricoles sont entreprises avec l'installation d'agro-industries, l'aide à la production vivrière et l'impulsion du secteur tertiaire. Malgré les potentiels existants et les nombreuses stratégies politiques mises en place de 2026 à 2035, le Gabon présente une situation économique fragile qui demeure dépendante de la fluctuation des cours du pétrole. Les réalités culturelles influencent la place de la femme dans les prises de décision, surtout au niveau politique et administratif. Les infrastructures de transport, qu'elles soient maritimes, ferroviaires, terrestres ou aériennes, ne parviennent pas à satisfaire idéalement les attentes de la population. En effet, la forte croissance démographique observée durant cette période exerce une pression sur les infrastructures de base qui restent insuffisantes et inefficaces face à des demandes de plus en plus croissantes. En dépit des investissements engagés dans le domaine de l'éducation-formation, les établissements scolaires enregistrent encore des effectifs pléthoriques avec des ratios salles de classe et élèves en deçà des normes recommandées par l'UNESCO. Aussi, le système de santé gabonais reste-t-il dominé par une offre de soins insuffisante et des politiques et programmes sanitaires inadaptés aux pathologies émergentes en cours dans le pays. Le capital humain demeure peu productif, avec un sous-équipement des écoles et des centres de santé, notamment en milieu rural. Les efforts d'investissement dans le domaine de l'hydraulique et de l'électricité ne parviennent pas à combler les gaps. Ces secteurs

restent confrontés à de nombreuses difficultés. Cette réalité qui favorise l'intensification de l'exode rural, accentue le fait urbain. Face à la non-maîtrise de la forte croissance démographique et le faible niveau de création d'emplois, le taux de chômage au Gabon ne connaît pas de réduction. La situation sécuritaire s'améliore, mais demeure délétère et favorise l'intensification de la délinquance. La biodiversité demeure bien conservée, entraînant une stabilité écologique marquée par un espace naturel de plus de 90% de forêt. Cependant, les signes du changement climatique deviennent de plus en plus perceptibles.

Durant la décennie 2030-2040, le Gabon adopte de nouvelles stratégies pour répondre efficacement aux tendances de la géopolitique internationale et au sein de la CEMAC. La recherche de paix collective, pilotée par le Gabon, favorise le lancement de politiques visant à intensifier les coopérations et à mettre en place des initiatives pour améliorer le monde des affaires. Le pays occupe une position stratégique dans la politique régionale. L'application et l'intensification des textes relatifs aux activités économiques, ainsi que la diversification de l'économie, fondée sur l'introduction d'une agriculture embryonnaire et du tourisme, permettent à l'État de disposer davantage de ressources pour accroître ses actions dans le cadre de la politique nationale de développement. Ainsi, les infrastructures et équipements sont améliorés.

La politique agricole encourage les populations à exploiter la forêt pour développer l'agriculture. Ces différentes actions contribuent de manière significative à la réduction de la couverture végétale. Le secteur de la pêche fait face à l'influence de certains navires internationaux. Les ressources en eau subissent une raréfaction, sans oublier les changements dans les paramètres climatiques observés dans certaines régions du pays. Par ailleurs, la situation de la femme gabonaise connaît d'importante évolution quant à l'accès à l'éducation et à la formation, le respect des droits de la femme et l'égalité des genres.

Entre 2040 et 2050, le Gabon poursuit son processus de développement en s'adaptant aux évolutions et en résistant aux aléas internationaux. Après 14 ans de régime, le changement politique engendré par l'arrivée de nouvelles autorités marque une volonté d'intensifier la coopération internationale, tout en répondant aux défis du moment. Sur le plan sous-régional, le Gabon conserve sa position d'acteur stratégique dans le développement économique et social de la CEMAC. Les attentes des populations en matière de bien-être deviennent un pilier essentiel de la politique gouvernementale. En ce sens, le renforcement de l'état de droit, de la démocratie et de la liberté d'expression contribue à instaurer une relation de confiance solide entre le peuple et ses autorités. Cependant, un défi persistant demeure celui de l'inclusion, en particulier en ce qui concerne l'intégration effective de la femme gabonaise dans la sphère économique, politique et sociale. Bien que des progrès aient été réalisés, la participation active des femmes dans les processus décisionnels et le développement économique reste encore limitée.

La diversification de l'économie se poursuit avec des investissements au niveau des infrastructures et équipements structurants. Les niveaux d'accès à l'électricité et à l'eau potable de qualité s'améliorent avec une forte réduction des inégalités spatiales. La majorité des ménages en milieu urbain dispose de l'électricité, tandis qu'en milieu rural, ce taux passe de 27,8 % en 2021 à 45 % en 2050. S'agissant de l'hydraulique, le taux d'accès passe de 19% en

2019 à 35% en 2050, avec une meilleure répartition entre la zone rurale et en zone urbaine. Par ailleurs, les autorités et les acteurs privés intensifient leurs efforts pour garantir un accès équitable à la technologie, avec des initiatives ciblées pour étendre l'accès à internet haut débit dans les zones urbaines et rurales en offrant des formations numériques à toute la population. Ces progrès, bien qu'ayant un impact direct sur la qualité de vie en permettant de mieux répondre à la croissance démographique, désormais relativement maîtrisée, restent insuffisants.

Les efforts consentis pour améliorer la sécurité publique et réduire le taux de chômage concourent à l'amélioration de l'indice de sécurité et une baisse significative du taux de chômage. Par ailleurs, une politique environnementale est mise en œuvre afin de prévenir l'amenuisement progressif des ressources naturelles. Les autorités intensifient alors les mesures de protection de l'environnement, en instaurant des campagnes de sensibilisation sur les risques et les enjeux de la dégradation de l'environnement et en optimisant les bénéfices tirés des financements climatiques.

Ainsi, malgré toutes les réformes engagées et les politiques publiques mises en œuvre à partir de 2026, l'économie gabonaise demeure fragile à cause d'une absence d'intégration des chaînes de valeurs agricoles, d'une indépendance accrue de l'exploitation des ressources extractives. À l'horizon 2050, le Gabon est un pays en mutation avec des chantiers qui demeurent inachevés. Cette situation traduit l'image d'un pays qui, malgré ces efforts, reste toujours dépendant de ses ressources naturelles phares notamment l'Okoumé, principale essence forestière. Ce cycle perpétuel symbolise la continuité de la coupe de l'Okoumé-roi.

❖ Scénario global optimiste : la marche gracieuse de la panthère noire

Patatoïdes et scénarios thématiques sous-jacents

- L'envol ;
- Une économie de production et de prospérité partagée ;
- Un capital humain dynamique et concurrentiel ;
- Un modèle de gestion écologique.



Message du scénario

Le Gabon a traversé une période de bouleversement institutionnel majeur en 2023. Cette situation a été marquée par la prise de pouvoir par les militaires le 30 août 2023 du fait de résultats largement contestés, avec des accusations de fraude. Cette intervention des militaires a entraîné l'annulation des résultats des élections et la suspension de la Constitution et des institutions en place. Le nouveau régime, dit de Transition, a par ailleurs promis de rétablir la démocratie et de réformer les structures politiques et économiques du pays, tout en mettant en place une nouvelle feuille de route pour l'avenir du Gabon. Ce changement a suscité des préoccupations au niveau international sur la stabilité politique du pays. Par conséquent, dans le cadre de sa politique nationale de développement, le Gabon adopte une approche de

planification à moyen terme visant à assurer une croissance économique significative, durable et inclusive.

Cette approche est conditionnée par une politique démographique volontariste. En effet, le Gabon, riche en ressources naturelles et en biodiversité, fait face à des défis démographiques et économiques qui nécessitent une stratégie proactive. Une politique démographique qui encourage la natalité tout en intégrant une immigration choisie selon les besoins de développement du pays peut être la clé pour élargir le marché intérieur et renforcer des secteurs stratégiques comme l'agriculture et la pêche.

De 2025 à 2030, le pays met en œuvre des réformes en vue d'accomplir des progrès notables dans plusieurs secteurs clés, tels que l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau), l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, ainsi que la protection de l'environnement. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté forte du Gouvernement gabonais de diversifier l'économie, d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de renforcer la résilience du pays face aux crises futures. En outre, le Gouvernement Gabonais renforce sa politique de consolidation de l'État de droit dont les prémices ont été instituées par la constitution de 2024. L'indépendance de la justice, la bonne gouvernance et les libertés d'expression sont consacrées par l'État comme les principaux leviers de conduite d'un Gabon démocratique. Par ailleurs, un nouveau plan stratégique de développement est initié à partir des grandes orientations stratégiques de pilotage de « l'ENP Gabon 2050 » et du projet de société du président élu aux élections du 12 avril 2025. Celui-ci définit de nouvelles stratégies opérationnelles de développement socioéconomique et d'équipement du pays. Des investissements conséquents sont consentis pour la construction d'infrastructures et d'équipements structurants sur le territoire national. Des routes structurantes sont initiées pour faciliter l'interconnectivité entre les neuf (9) provinces gabonaises, notamment la création de « Gabon autoroutes » qui devra relier toutes les villes du pays par les autoroutes. Des travaux d'extension et de modernisation des Ports de Libreville et de Port-Gentil, et de construction du port en eau profonde de Mayumba, ainsi que l'entretien et l'extension du chemin de fer selon les besoins de l'économie sont impulsés afin de renforcer la compétitivité et l'attractivité dans la zone CEMAC.

Une priorisation est aussi portée sur les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé, l'hydraulique, l'électrification et le numérique. L'État accorde un investissement significatif dans la construction d'établissements d'excellence dans les différentes provinces, de technopoles provinciales, le renforcement du nombre d'établissements existant, la promotion de l'école obligatoire et l'augmentation de l'effectif du personnel de formation. La politique nationale de santé est désormais accentuée sur la consolidation du niveau des infrastructures, l'amélioration du niveau d'équipement et l'investissement en capital humain devant accompagner la nouvelle dynamique du secteur.

De nouvelles lois sont prises pour renforcer les compétences, le cadre organique et le niveau d'autonomisation des collectivités territoriales. Les femmes et les jeunes, bénéficiant des produits de la croissance, sont intégrées dans le tissu socioéconomique. Dans le secteur bancaire, l'État, en collaboration avec les professionnels du secteur, met en place de nouveaux dispositifs de facilitation d'accès au crédit pour les entrepreneurs nationaux, les jeunes et les femmes.

De nouveaux supports de production d'électricité sont construits pour améliorer l'offre et faire du Gabon le Hub énergétique de l'Afrique centrale. Cela s'accompagne d'un processus de modernisation des infrastructures et équipements de transport de l'électricité ainsi qu'une politique nationale qui améliore les taux de couverture et d'accès des ménages. En effet, la mise en œuvre d'une stratégie énergétique favorisant l'utilisation des énergies propres ainsi que le développement d'infrastructures de transport adéquates permettent d'améliorer la compétitivité du tissu économique gabonais. Le secteur de l'hydraulique bénéficie également de réformes importantes qui permettent d'améliorer le niveau d'accès des Gabonais à l'eau potable.

De nouveaux partenariats bilatéraux sont noués pour le renforcement du positionnement du Gabon. Aux côtés de la Chine et de la France, le pays bénéficie de nombreux partenaires internationaux. En termes de produits d'exportation, le PIB et les recettes fiscales du pays continuent d'être tributaires du pétrole et d'autres matières premières non renouvelables. Face à cette dépendance, la diversification économique est axée sur les secteurs comme l'agriculture, le tourisme, le numérique, l'économie verte, les services financiers, etc. Avec plus de la moitié de sa population dont l'âge sera inférieur à 30 ans, la frange de jeune est prédominante.

Sur le plan économique, les réformes de redynamisation de la politique macroéconomique se poursuivent tout en mettant en avant une politique de transformation structurelle de l'économie Gabonaise. Les contrats d'exploitation des ressources extractives sont renégociés pour favoriser une meilleure redistribution des bénéfices mobilisés.

Une nouvelle stratégie nationale d'investissement et de développement agricole est mise en œuvre. Elle se base sur l'érection d'agropoles provinciales destinées à soutenir l'intégration des chaînes de valeurs agricoles et à l'amélioration du niveau de sécurité alimentaire. Les accords contractés sur le climat et la biodiversité sont mobilisés pour capter des ressources au niveau de la finance climatique, développer l'économie bleue et le secteur touristique. La politique de gestion de la biodiversité est renforcée pour limiter le niveau de déforestation à 1,5%.

De 2031 à 2040, le Gabon consolide les acquis de sa transition démocratique et continue de renforcer sa gouvernance politique. La nouvelle constitution, adoptée en 2024, reste le pilier central du système politique, favorisant une stabilité institutionnelle durable. Les efforts de collaboration avec les organismes internationaux se poursuivent, permettant une amélioration constante des droits de l'homme et des pratiques démocratiques. La lutte contre la corruption porte des fruits et améliore la position du pays dans les classements internationaux. Le Gabon parvient à réduire progressivement son taux d'endettement public, qui se chiffre à moins de 50 % du PIB en 2040. Cette réduction est le fruit de politiques budgétaires prudentes et d'une meilleure gestion des ressources publiques marquée par une augmentation conséquente du niveau d'investissement public.

La jeunesse de la population gabonaise devient un moteur de l'innovation et de la croissance économique. Les réformes éducatives et sanitaires initiées dans les années 2025-2035 montrent des résultats tangibles. Ainsi, le Gabon fait des avancées spectaculaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé avec un nombre croissant d'infrastructures et des commodités de plus en plus adéquates. Grâce à des réformes audacieuses, des investissements conséquents et une collaboration accrue avec les acteurs internationaux, le Gabon réussit à bâtir un système éducatif inclusif et une couverture de santé universelle de haute qualité.

La gestion durable des forêts, par la mise sous concession des exploitations forestières, devient un modèle pour d'autres pays africains. Le Gabon s'impose comme un acteur clé dans les négociations internationales sur le climat et la biodiversité, consolidant son image de pays engagé en faveur de l'environnement. En somme, le Gabon poursuit sa trajectoire de transformation, tirant parti de ses atouts naturels, de sa jeunesse dynamique et de ses réformes structurelles pour s'affirmer comme un pays stable, innovant et respectueux de son environnement.

De 2046 et 2050, le Gabon atteint un nouveau palier dans son développement économique et social. Le pays s'affirme comme un exemple de transformation réussie en Afrique. La stabilité politique reste cet atout majeur qui permet au pays de poursuivre ses réformes structurelles dans un climat de confiance et de transparence. Le taux d'endettement public est stabilisé autour de 30% du PIB avec une gestion rigoureuse des finances publiques. Cette situation attire des partenaires, dont l'Europe, les États-Unis et d'autres puissances émergentes, tout en maintenant des relations solides avec l'Union Européenne, le Commonwealth, la Chine et d'autres pays émergents. Les réformes éducatives et sanitaires initiées dans les années 2025-2035 atteignent leur plein potentiel. Le système éducatif, modernisé et accessible, produit une main-d'œuvre qualifiée et compétitive à l'échelle internationale. Les infrastructures sanitaires, en constante amélioration, garantissent un accès universel à des soins de qualité et contribuent à une hausse significative de l'espérance de vie et du bien-être général. Les réformes engagées de 2026 à 2030 produisent des résultats, notamment sur le plan social où les inégalités continuent de se réduire grâce à une meilleure répartition des richesses et à des programmes sociaux ciblés. Le niveau de pauvreté diminue également de manière significative, et la classe moyenne s'élargit, stimulant la consommation intérieure et la croissance économique. Par ailleurs, les infrastructures, tant urbaines que rurales, se modernisent, améliorant la connectivité et la qualité de vie des Gabonais.

À l'horizon 2050, avec les différentes politiques publiques nationales mises en œuvre lors des vingt-cinq dernières années, le Gabon se positionne comme un modèle de développement équilibré, alliant bonne gouvernance, croissance économique, progrès social et respect de l'environnement. C'est l'image de la panthère noire, symbole du pays, qui marche gracieusement dans la forêt gabonaise.

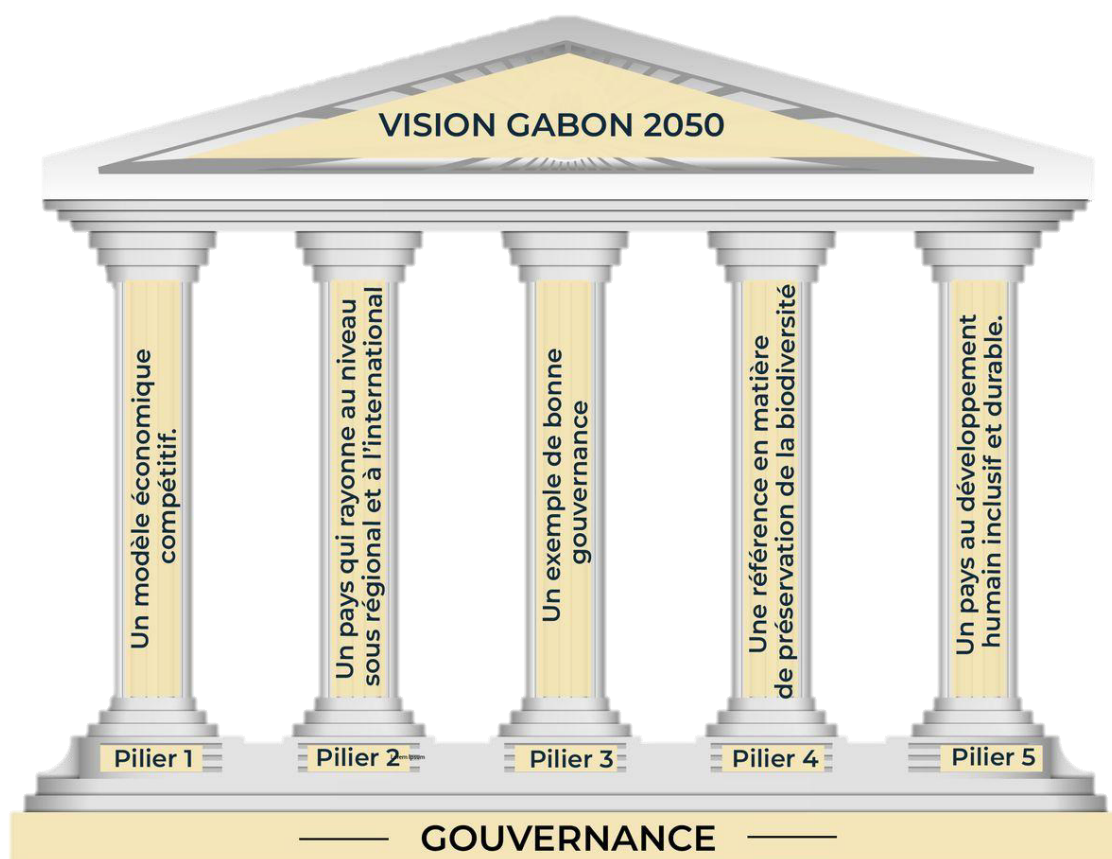
6. VISION DU GABON A L'HORIZON 2050

6.1. ARTICULATION DE LA VISION

La Vision 2050 du Gabon prend appui sur le TOME 1 concernant l'analyse rétrospective des tendances du développement du Gabon, le TOME 2 concernant les perceptions et aspirations des Gabonais issues de l'Enquête Nationale Prospective ENP-2024, le TOME 3 concernant les analyses du jeu des acteurs et structurelles, les visions des agendas internationaux, de la CEMAC et celles des stratégies nationales de développement en cours de réalisation, notamment le Plan National de Développement de la Transition (PNDT) et le Programme d'Urgence Communautaire (PUDC).

La Vision 2050 du Gabon est énoncée comme suit :

« Le Gabon, un modèle de développement au rayonnement sous régional et international basé sur une économie de production, la bonne gouvernance, la préservation de sa nature et un développement humain inclusif et durable ».



Elle s'appuie sur cinq (5) piliers :

- **Pilier 1** : Le Gabon, un modèle économique de production et de prospérité partagée ;
- **Pilier 2** : Le Gabon, un exemple de bonne gouvernance ;
- **Pilier 3** : Le Gabon, un pays qui rayonne au niveau sous régional et à l'international ;
- **Pilier 4** : Le Gabon, une référence en matière de préservation de la biodiversité ;
- **Pilier 5** : Le Gabon, un pays au développement humain inclusif et durable.

6.2. LES PILIERS, LES OBJECTIFS, LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET LES MESURES SPECIFIQUES DE LA VISION

Chacun des piliers a été décliné en objectifs et orientations stratégiques sur des horizons de court, moyen et long terme, à savoir 2025-2030, 2031-2040 et 2041-2050.

PILIER 1 : LE GABON, UNE ECONOMIE DE PRODUCTION ET DE PROSPERITE PARTAGEE

(Cf. Annexe 1)

D'ici à 2050, le Gabon ambitionne de passer d'une économie de rente à une véritable économie de production, fondée sur la création d'emplois décents et le partage équitable de la prospérité. Pour ce faire, plusieurs orientations stratégiques sont proposées, organisées autour de trois axes principaux : la transformation de la fonction de production, la diversification structurelle de l'économie et l'adoption d'une gestion financière publique saine.

Dynamique des principaux agrégats de production

Indicateurs	Situation du GABON en 2023	Situation désirée à court terme 2025 – 2030	Situation désirée à moyen terme 2031 – 2040	Situation désirée à long terme 2041 – 2050
Croissance du PIB réel (%)	2,4	[3 ; 5]	]5 ; 7]	]7 ; 12]
PIB par habitant (dollars)	7802,8	[8000 ; 9000]	]9000 ; 12000]	]12000 ; 16000]
PNB par habitant (dollars)	5685,7	[6000 ; 8000]	]8000 ; 11000]	]11000 ; 15000]
Investissement (% du PIB)	17,2	[20 ; 30]	]30 ; 50]	]50 ; 60]
Importations (% du PIB)	17,4	[18 ; 20]	]20 ; 25]	]25 ; 10]
Exportations (% du PIB)	55,0	[55 ; 60]	]60 ; 65]	]65 ; 70]

Sources : Banque mondiale, BEAC, Direction Générale de l'Economie et auteurs

A. Transformation de la fonction de production

Il s'agit d'abord de créer une synergie entre les différents facteurs de production – capital privé, travail, capital public (infrastructures) et capital naturel – pour dynamiser l'économie.

A cet effet, pour conforter le capital privé, le Gabon compte renforcer le processus d'amélioration du climat des affaires en mettant en place un environnement propice à l'investissement privé à travers plusieurs mesures : rendre la fiscalité plus attractive, faciliter l'accès au financement, simplifier les démarches administratives, lutter contre la parafiscalité abusive, sécuriser le capital privé par un cadre juridique adéquat, et créer un cadre de vie agréable pour les opérateurs économiques et leurs familles.

Le facteur travail sera mis dans des conditions favorables pour que sa combinaison avec le capital puisse être optimale. Pour ce faire, une attention particulière sera portée sur sa disponibilité, sa productivité élevée grâce à une meilleure formation des talents, à l'adéquation entre la formation et l'emploi, ainsi qu'à un traitement salarial adéquat.

La disponibilité et la qualité du capital public faciliteront les interactions entre les agents économiques, tout en conduisant au bien-être de la population. Des projets structurants tels que la construction d'un réseau autoroutier interconnectant toutes les villes du pays (Gabon autoroutes), l'amélioration des routes entre villages et communes, la modernisation des voiries urbaines, la rénovation des ports (Libreville, Port-Gentil) et la construction d'un port en eau profonde à Mayumba sont envisagés. De plus, des travaux sont prévus sur les chemins de fer et les aérodrômes pour renforcer le maillage territorial.

Le secteur énergétique sera également consolidé *via* un mix énergétique, à moindre coût, garantissant un accès illimité à l'électricité et à l'eau potable pour les industries et les ménages. Les infrastructures éducatives, sanitaires et numériques seront modernisées afin de soutenir les pôles de croissance régionaux et améliorer le bien-être des populations.

Enfin, une meilleure valorisation du capital naturel par une transformation locale accrue des ressources (hydrocarbures, bois, minerais, etc.) est également une priorité pour augmenter la valeur ajoutée nationale et créer davantage d'emplois. Un nouveau code minier et des lois interdisant l'exportation de ressources naturelles non transformées sont promulguées. L'Etat met en place une stratégie d'investissements publics dans le secteur des matières premières pour en faire un levier de la souveraineté économique nationale et de prospérité partagée.

B. Diversification sectorielle de l'économie

Le Gabon entend sortir de sa dépendance aux ressources naturelles en dynamisant de nouveaux secteurs : agro-industrie, tourisme, pêche, numérique, biotechnologies, économie verte et bleue. Il s'agira notamment de relancer les filières agricoles (vivrières et d'exportation), de renforcer la pêche industrielle, de promouvoir le tourisme balnéaire et écologique, et d'appuyer l'innovation numérique par la création de zones franches pour les *start-ups*.



Parallèlement, des stratégies de développement durable viseront à concilier la préservation de l'environnement et le développement économique dont le pays a besoin : développement d'une économie verte et bleue, gestion durable des ressources halieutiques et extractives, redéfinition du code minier, et implication accrue des nationaux dans les chaînes de valeur.

C. Meilleure répartition spatiale de la production et aménagement du territoire

Pour déconcentrer l'activité économique trop centrée à Libreville, le Gabon projette de créer quatre pôles régionaux de croissance :

- **Pôle Nord-Est (Ogooué-Ivindo et Woleu-Ntem)** porté principalement par l'agriculture, l'exploitation du fer de Belinga, le tourisme, l'industrie du bois et la zone franche de la région des trois frontières ;
- **Pôle Sud-Est (Haut-Ogooué et Ogooué-Lolo)** : porté principalement par l'exploitation du manganèse, du fer de Baniaka, l'industrie du bois, le tourisme, l'agriculture et la production d'eau minérale ;
- **Pôle Sud-Ouest (Ngounié, Nyanga et Ogooué-Maritime)** : porté principalement par le pétrole, l'agriculture, la pêche et le tourisme ;
- **Pôle Centre-Ouest (Estuaire et Moyen-Ogooué)** : porté principalement par l'agro-industrie, le numérique, le BTP, les services financiers et le tourisme.

Chaque pôle sera doté d'infrastructures physiques, institutionnelles et financières adaptées à ses spécialisations économiques, telles que des universités, lycées professionnels, centres de santé, équipements logistiques, et connexions numériques haut débit. Le système de transport sera adapté aux besoins de chaque pôle pour assurer leur développement harmonieux. Pour y parvenir, la stratégie prévoit l'accélération de la décentralisation administrative, le transfert effectif des compétences aux collectivités locales, et la modernisation de l'administration publique.

D. Une politique de financement du développement adéquate

Une gouvernance financière publique rigoureuse sera mise en place. Cela inclut une meilleure gestion de la dette publique qui devra désormais être au service exclusif de l'investissement productif, un seuil minimal d'investissement productif annuel avec un taux d'exécution de 100%, la réduction des dépenses improductives qui sont réaffectées à l'investissement productif, et une mobilisation accrue des recettes fiscales *via* la digitalisation des procédures. L'État entend aussi mieux valoriser les contributions des entreprises (RSE) et encourager les partenariats public-privé (PPP) pour le financement des projets stratégiques.

Dynamique des principaux indicateurs sectoriels et infrastructurels

Indicateurs	Situation actuelle du GABON	Situation à court terme 2025 – 2030	Situation désirée à moyen terme 2031 – 2040	Situation désirée à long terme 2041 – 2050
Entrées d'IDE (% PIB)	5,9	[6 ; 10]	]10 ; 30]	]30 ; 45]
Indice de liberté économique	56,3	[57 ; 65]	]65 ; 85]	]85 ; 100]
Investissement public (% du PIB)	3,1	[4 ; 10]	]10 ; 35]	]35 ; 45]
Recettes fiscales non pétrolières	10,4	[11 ; 15]	]15 ; 25]	]25 ; 45]
Agriculture				

Valeur ajoutée (% du PIB)	6,5	[7 ; 8]	]8 ; 15]	]15 ; 40]
Fabrication Valeur ajoutée (% du PIB)	20,2	[21 ; 25]	]25 ; 30]	]30 ; 45]
Industrie Valeur ajoutée (% du PIB)	53,5	[54 ; 55]	]55 ; 60]	]60 ; 65]
Service Valeur ajoutée (% du PIB)	38,2	[40 ; 45]	]45 ; 55]	]55 ; 70]
Indice de complexité économique	-0,62	[-0,6 ; -0,5]	] -0,5 ; 1]	]1 ; 1,5]
Indice de développement des TIC	74,7	[75 ; 80]	]80 ; 85]	]85 ; 100]
L'indice composite des infrastructures de transport	3,78	[4 ; 10]	]10 ; 60]	]60 ; 80]
Prix moyen de l'électricité en FCFA (kWh)	122,960	[120 ; 100]	]100 ; 95]	]95 ; 70]

Sources : BAD, Banque mondiale, SEEG, IUT, The Heritage Foundation, et auteurs

PILIER 2 : LE GABON, UNE REFERENCE EN MATIERE DE BONNE GOUVERNANCE

(CF. ANNEXE 2)

À l'horizon 2050, le Gabon souhaite devenir une référence en matière de gouvernance démocratique, éthique et transparente, fondée sur des institutions solides et la confiance citoyenne.

A. Renforcement de la démocratie

La vision met l'accent sur la création d'un pacte de confiance entre les citoyens, l'État et la classe politique. Des consultations populaires régulières seront instituées pour améliorer la participation citoyenne, tandis que le processus électoral sera rendu plus crédible et transparent.

B. Lutte contre la corruption

Le gouvernement entend renforcer la redevabilité des institutions par la publication des rapports annuels de la Cour des comptes et de l'Inspection générale d'État. Des mesures seront prises pour réguler les marchés publics et améliorer la transparence de la gestion des ressources publiques.

C. Promotion de l'État de droit

La réforme du système judiciaire visera à renforcer la séparation des pouvoirs, garantir les libertés fondamentales (liberté de la presse, droits humains) et assurer une justice équitable et accessible. Des efforts spécifiques viseront à lutter contre les inégalités, notamment celles subies par les femmes.

D. Stabilité sociopolitique

La stabilité du pays sera consolidée par l'alternance politique, l'éducation civique, et la cohésion sociale. Une loi de programmation militaire et la création d'une industrie gabonaise d'armement permettront de renforcer la souveraineté nationale. L'armée gabonaise devra rester républicaine, garante de la stabilité.

Dynamique des principaux indicateurs de gouvernance

Indicateurs	Situation actuelle du GABON	Situation à court terme 2025 – 2030	Situation désirée à moyen terme 2031 – 2040	Situation désirée à long terme 2041 – 2050
Indice de perception de la corruption	28	[30 ; 40]	]40 ; 70]	]70 ; 100]
Niveau d'insatisfaction avec la démocratie (%)	52	[50 ; 30]	]30 ; 20]	]20 ; 5]
Personnes se sentant en insécurité (%)	65	[60 ; 40]	]40 ; 20]	]20 ; 5]
Niveau d'insatisfaction avec la justice (%)	75	[70 ; 50]	]50 ; 20]	]20 ; 5]

Sources : *Transparency international* et ENP GABON2050

PILIER 3 : LE GABON, UN PAYS AU RAYONNEMENT SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL (Cf. ANNEXE 3)

Le Gabon ambitionne de redevenir un acteur diplomatique de premier plan, à l'image de son influence passée. Pour y parvenir, il prévoit de renforcer sa présence au sein des institutions régionales et internationales, tout en consolidant sa diplomatie économique et environnementale.

A. Renforcement du positionnement diplomatique

Le pays souhaite promouvoir une diplomatie de paix, accroître ses représentations diplomatiques à l'étranger, et soutenir le positionnement de ses ressortissants dans les institutions régionales comme la CEMAC et les institutions onusiennes. Il envisage également de renforcer la coopération transfrontalière et de multiplier les accords bilatéraux et multilatéraux, notamment dans les domaines du commerce et de la sécurité.

B. Coopération internationale et intégration régionale

Le Gabon développera de nouveaux partenariats stratégiques, intégrera des accords internationaux sur la biodiversité, le climat, et renforcera sa participation dans les instances comme l'OPEP ou les BRICS. L'un des objectifs clés est de relancer la diplomatie économique en facilitant l'expansion des entreprises gabonaises à l'international.

C. Développement de l'extraterritorialité

Le pays compte élaborer des stratégies spécifiques pour favoriser l'internationalisation du secteur privé et des entreprises publiques. Cela inclut des accords commerciaux, une politique d'immigration actualisée, et le développement de la coopération militaire et de défense avec des partenaires internationaux.

PILIER 4 : LE GABON, UN MODELE DE PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE

(CF. ANNEXE 4)

Le Gabon, fort de son immense patrimoine naturel, souhaite faire de la préservation de la biodiversité un levier central de son développement durable, à travers des politiques ambitieuses et innovantes.

A. Gestion durable de la biodiversité

Le pays entend développer des partenariats stratégiques pour la conservation, améliorer le cadre institutionnel et législatif, promouvoir l'éducation environnementale et renforcer la protection du littoral. La gestion durable des ressources floristiques et fauniques sera consolidée par la création et la gestion de parcs et réserves naturels.

B. Préservation des sols et du sous-sol

Pour lutter contre la dégradation des sols et préserver les ressources minières, des mesures de prévention environnementale seront renforcées. Cela inclura la réglementation des produits phytosanitaires et l'exploitation raisonnée des ressources du sous-sol.

C. Financement climatique et transition énergétique

Le Gabon mise sur les mécanismes de financement climatique pour appuyer sa transition écologique. Il développera les énergies renouvelables, intensifiera les actions contre les effets du changement climatique et mettra en place des stratégies d'atténuation face aux risques naturels.

PILIER 5 : LE GABON, UN PAYS AU DEVELOPPEMENT HUMAIN INCLUSIF ET DURABLE

(CF. ANNEXE 5)

Le développement humain constitue une priorité majeure pour le Gabon, qui souhaite construire une société plus équitable, résiliente et inclusive à l'horizon 2050.

A. Santé pour tous

Le pays prévoit de renforcer les infrastructures et équipements de santé, d'améliorer la qualité des soins, de développer l'industrie pharmaceutique locale et de généraliser la couverture sanitaire universelle. La formation du personnel médical sera également un axe stratégique.

B. Éducation compétitive

Le système éducatif sera réformé pour répondre aux besoins du marché du travail. Cela passe par la construction de pôles d'excellence provinciaux, la valorisation de la recherche scientifique, l'amélioration de la formation en milieu rural, et le renforcement de l'enseignement technique et professionnel.

C. Emploi et autonomisation

Pour accroître l'employabilité des jeunes et des femmes, des pôles emploi seront créés, ainsi qu'un fonds dédié à l'autonomisation féminine. L'alphabétisation des femmes rurales sera également renforcée.

D. Accès aux services de base

Le Gabon s'engage à améliorer l'accès au logement, à l'électricité, à l'eau potable et à Internet. Une politique de construction de logements sociaux sera mise en œuvre, accompagnée de mesures pour stabiliser les coûts de production immobilière et diversifier les sources d'énergie.

E. Égalité de genre

Enfin, la place de la femme dans la société gabonaise sera consolidée par des politiques de représentation, de protection juridique, de scolarisation des jeunes filles, et par une stratégie nationale pour l'égalité des sexes.

F. Une croissance démographique ambitieuse

Une politique de soutien à la natalité peut conduire à une augmentation du nombre de jeunes actifs dans le pays. Cela peut stimuler l'économie locale en augmentant la consommation et la demande de biens et services. Un exemple est le modèle de pays nordiques, où des politiques familiales favorables ont permis une forte natalité et une main-d'œuvre dynamique.

En encourageant la natalité, le Gabon peut renforcer sa structure sociale par une population jeune et en bonne santé, capable de contribuer positivement à la société. De fait, des investissements dans l'éducation et la santé des jeunes générations permettront de former des citoyens compétents et préparés aux défis économiques futurs.

Une population croissante peut attirer des investissements étrangers en offrant un marché intérieur plus vaste. Les entreprises sont souvent plus enclines à investir dans des pays où la demande est en croissance. Par exemple, un marché intérieur élargi peut favoriser le développement de l'entrepreneuriat et des start-ups, stimulant ainsi que l'innovation et la création d'emplois.

G. Une politique d'immigration choisie pour combler les besoins en ressources humaines

Le Gabon peut bénéficier d'une immigration sélective en attirant des professionnels qualifiés dans des domaines clés tels que l'agriculture et la pêche. Ces secteurs sont cruciaux pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Des programmes d'immigration ciblés peuvent faciliter l'entrée de spécialistes capables d'apporter des techniques modernes et des connaissances spécifiques. L'arrivée de travailleurs étrangers qualifiés peut favoriser le transfert de compétences et le partage de technologies. Cela permettra d'améliorer la productivité et l'efficacité des secteurs dans lesquels ils s'intègrent. En favorisant l'immigration sélective, le Gabon peut dynamiser des secteurs sous-exploités, diversifiant ainsi son économie et réduisant sa dépendance aux ressources pétrolières.

Dynamique des principaux indicateurs du capital humain

Indicateurs	Situation actuelle du GABON	Situation à court terme 2025 – 2030	Situation désirée à moyen terme 2031 – 2040	Situation désirée à long terme 2041 – 2050
Indice des prix à la consommation	135,71	[130 ; 120 ]	]120 ; 100]	]100 ; 80]
Indice de GINI	38	[38 ; 20]	]20 ; 15]	]15 ; 5]
Espérance de vie à la naissance	66,2	[67 ; 70]	]70 ; 75]	]75 ; 85]
Indice du capital humain	0,5	[0,55 ; 0,7]	]0,7 ; 0,75]	]0,75 ; 0,85]
Chômage	20,3	[19 ; 18]	]18 ; 15]	]15 ; 10]
Chômage, jeunes	36,4%	[35 ; 30]	]30 ; 20]	]20 ; 10]

Sources : OIT, Banque mondiale, Direction Générale de l'Economie et auteurs

7. CONCLUSION

A la lumière des futurs possibles et souhaitables, la vision retenue pour le Gabon à l'horizon 2050 s'énonce comme suit :

« Le Gabon, un modèle de développement au rayonnement sous-régional et international, fondé sur une économie de production, la bonne gouvernance, la préservation de sa nature et un développement humain inclusif et durable ».

Pour concrétiser cette ambition, des orientations stratégiques ont été définies en s'appuyant sur cinq (5) piliers clés, alignés sur les objectifs de développement du Gabon à l'horizon 2050 :

- ✓ *Le Gabon, un modèle économique de production et de prospérité partagée ;*
- ✓ *Le Gabon, un pays qui rayonne au niveau sous régional et à l'international ;*
- ✓ *Le Gabon, un exemple de bonne gouvernance ;*
- ✓ *Le Gabon, une référence en matière de préservation de la biodiversité ;*
- ✓ *Le Gabon, un pays au développement humain inclusif et durable.*

Ces piliers structurent la trajectoire du Gabon vers un avenir où prospérité économique, gouvernance exemplaire et préservation de l'environnement se conjuguent pour assurer un développement harmonieux et pérenne durant les 25 prochaines années.

REMERCIEMENTS

Au terme de l'Etude Nationale Prospective GABON-2050, il apparait nécessaire de remercier les personnes dont l'apport a été déterminant pour sa réalisation.

Pour leur Leadership: Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition, **Monsieur Raymond NDONG SIMA** et Monsieur le Vice Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective, **Monsieur Alexandre BARRO CHAMBIER**.

Pour la Coordination technique et administrative de cette étude : l'équipe de la Direction Générale de la Prospective (DGPRO) :

- ✓ **Ephraïm MAGNAGA-NGANGA**, Directeur Général;
- ✓ **Nadine EYEANG KOUMBA**, Directeur Général Adjoint ;
- ✓ **Charles EMANE BIE**, Directeur de la Prévision;
- ✓ **Augustin BOUASSA BU NZIGOU**, Directeur des Etudes Exploratoires ;
- ✓ **Lessile MOUSSODJI**, Directeur adjoint de la Prévision ;
- ✓ **Alain BOUSSOUGOU NZAMBA**, Directeur Adjoint des Etudes Exploratoires ;
- ✓ **Grant MOUBECKA**, Directeur Adjoint de Développement ;
- ✓ **Benjamin APINDANGOYE**, Chargé d'études du DGPRO;
- ✓ **Chrysostome YIMI**, Chargé d'études du DGPRO;
- ✓ **Estina Brindat ENGUINGORI EYINA**, Chargée d'études du DGPRO;
- ✓ **Johanny MFOUMBI VICA**, Chargé d'études du DGPRO;
- ✓ **Marys BOUSSOUGOU**, Chef de Service ;
- ✓ **Steave Ramazani NZENG EDZO**, Chef de Service ;
- ✓ **RAPONO ANTCHOUE Alida**, Chef de Service ;
- ✓ **MENGUE MBENG Pulchérie**, Chef de Service ;
- ✓ **TENDA Marina**, Chef de Service ;
- ✓ **NZIENGUI Wilfrid**, Chef de Service ;
- ✓ **MOUGOULA KOUMBA Ulrich Carl** Chef de service ;
- ✓ **ANZUE MIHINDOU Lise Flore**, Chef de service ;
- ✓ **MAKOSSO RAPI, Charles**, Chef de service ;
- ✓ **Nathaniel MBEMI**, Chef de Service ;
- ✓ **DICKA Hugues Ghauzlin**, Chargé d'études du DGPRO ;
- ✓ **Crépin MASSONGO KEKA**, Informaticien.
- ✓ **BOUKANDOU BOUSSOUGOU Prudence** ; agent
- ✓ **MVELE OLAME NZE Yannick**, agent;
- ✓ **OBAME MOUSSODJI Evard Vianney**, agent;
- ✓ **ONDO Kenny Realgand**, agent ;
- ✓ **MBENGA Mireille Sandrine**, agent ;

Pour la coordination scientifique qu'ils ont apporté à l'étude :

- ✓ **Pr Giscard ASSOUMOU ELLA**, Professeur Agrégé des universités en Economie, Conseiller Chef de département Planification et Prospective à la Vive-Primature, Ministère de la Planification et de la Prospective ;

- ✓ **Pr Sylvestre KOUASSI**, Prospectiviste (Consultant) ;
- ✓ **Jean Pierre ZIMA MEFE**, Statisticien (Consultant) ;
- ✓ **Jean Thierry TIEKO** Informaticien (Consultant).
- ✓ **Michel NGWA NTOUTOUME AYI**, Informaticien (Consultant) ;

Pour leur apport technique dans l'étude, les points focaux ministériels :

- ✓ **NZAMBA IKOUMA Clémence Vivette**, Ministère du Commerce, des PME/PMI chargé des Activités Génératrice de Revenus ;
- ✓ **NGOULAKIA Marien Steven**, Ministère des Affaires Sociales ;
- ✓ **VELLY KOUMBA Landry Rodrigue**, Ministère de la Communication et des Médias ;
- ✓ **ABESSOLO NKWELE Armand**, Ministère de l'Energie ;
- ✓ **MOUSSOUNDA Cathy Nadia**, Ministère de la Reforme des Institution ;
- ✓ **ZANG NDONG SIMA Jeanne Perpétue**, Ministère de la Reforme des Institution ;
- ✓ **Dr ANGO ESSIA NSOMORE Jean**, Ministère des Travaux Publics,
- ✓ **MAKIKI Willy**, Ministère de l'Intérieur ;
- ✓ **PANDJO Didier**, Ministère de l'Intérieur ;
- ✓ **NTANG NZOGHE Perpétue**, Conseil Économique et Social ;
- ✓ **Simone KOWET**, Ministère des Affaires Sociales ;
- ✓ **Nestor NSO**, Ministère de la Fonction Publique ;
- ✓ **Marius BIBANG BI ENGUENG OWONO**, Ministère de la Santé ;
- ✓ **MISSENGUE MIVIESSINI Jules**, Ministère de l'Economie Numérique ;
- ✓ **MAYOUNGOU Hugues**, Ministère de l'Enseignement Supérieur ;
- ✓ **N'DJANA Synatra**, Ministère de l'Enseignement Supérieur ;
- ✓ **MFOUMBI épouse MIKANGA Diane Clotilde**, Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre ;
- ✓ **NYINGONE NZE Elza Yvonne**, Ministère de la Fonction Publique ;
- ✓ **ATONDIZOKI Gwladys Audrey**, Ministère de la Fonction Publique ;
- ✓ **ELLA NGUEMA Simon Stéphane**, Ministère du Commerce, des PME/PMI chargé des Activités Génératrice de Revenus ;
- ✓ **MOULOUNGUI DITENGOU Vincent**, Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques ;
- ✓ **MPAGA ROGOMBE Lionel Arnaud**, Ministère des Affaires Etrangères Chargé de l'Intégration des Gabonais de l'Etranger ;
- ✓ **MAGUEGUI Emmanuel**, Ministère des Affaires Etrangères Chargé de l'Intégration des Gabonais de l'Etranger ;
- ✓ **OBIBALAGHA Renaud Dimitri**, Ministère de la Communication et des Médias ;
- ✓ **MFOUMBI épouse MIKANGA Diane Clotilde**, Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre ;
- ✓ **NYINGONE NZE Elza Yvonne**, Ministère de la Fonction Publique ;
- ✓ **ATONDIZOKI Gwladys Audrey**, Ministère de la Fonction Publique ;
- ✓ **NGOULAKIA Marien Steven**, Ministère des Affaires Sociales ;
- ✓ **MOUSSOUNDA Cathy Nadia**, Ministère de la Reforme des Institution ;

- ✓ **ZANG NDONG SIMA Jeanne Perpétue**, Ministère de la Reforme des Institution ;
- ✓ **VELLY KOUMBA Landry Rodrigue**, Ministère de la Communication et des Médias ;
- ✓ **AKOURET Carmen**, Ministère du Tourisme ;
- ✓ **MAYOUNGOU Hugues**, Ministère de l'Enseignement Supérieur ;
- ✓ **N'DJANA Synatra**, Ministère de l'Enseignement Supérieur ;
- ✓ **MBA NDONG Henry**, Commissariat Général au Plan ;
- ✓ **NZAMBE TA KEKI Kerim**, Commissariat Général au Plan ;
- ✓ **LESSOGA DOUMA Thierry**, Commissariat Général au Plan ;

Pour examen et la relecture de l'étude :

- ✓ **Dr Liliane RIGHOU**, Maître Assistante en économie, Conseillère Chef de département Aménagement du Territoire à la Vive-Primature, ministère de la Planification et de la Prospective ;
- ✓ **Pr Symphorien ENGONE MVE**, Professeur Agrégé des universités en Economie, Conseiller Chef de département Budget à la Vive-Primature, ministère de la Planification et de la Prospective ;
- ✓ **Francis Thierry TIWINOT**, Directeur de Cabinet du Vice-Premier Ministre ;
- ✓ **Manacé MINKO MI MBELE TOMO**, Conseiller Chef de Département Economie et Finance à la Primature ;
- ✓ **Vincent NTOUTOUME EMANE**, Conseiller du Vice-Premier Ministre ;
- ✓ **Wilfried René MVOULA**, Conseiller du Vice-Premier Ministre ;
- ✓ **Vulgain ANDZEMBE TSIEGORI**, Commissaire Général au Plan ;
- ✓ **Jean Clary OTOUMOU**, Secrétaire Général du Ministère de la Planification et de la Prospective;
- ✓ **Guy Patrick ENGONE ENGUE**, Secrétaire Général Adjoint du Ministère de la Planification et de la Prospective;
- ✓ **Léon NDONG NTEME**, Inspecteur Général, Ministère de la Planification et de la Prospective ;
- ✓ **Pierre Claver MFOUBA**, Inspecteur Général Adjoint, Ministère de la Planification et de la Prospective ;
- ✓ **Alain REMPANOT MEPIAT**, Commissaire Général Adjoint au Plan ;
- ✓ **Dr Guy NANG-BEKALE**, Conseiller du Vice-Premier Ministre.

Pour la contribution universitaire :

- ✓ **Stany Wen NDONG ATOMODOUTOUME**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;
- ✓ **Fidèle Fresnel MOTHOU**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;
- ✓ **Orlane NTSAME ELLOGO**, (doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;
- ✓ **Mady Rega ADA OVONO**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;

- ✓ **Aubain LEMBIONGO IBOUANA**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;
- ✓ **Lewis Yanoche Guche MAKOSSO MAVOUNGOU**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;
- ✓ **Jocelin EMANE**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;
- ✓ **Premier Preland MBOKA**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT) ;
- ✓ **Paul KOPEDINA ITANGUINO**, doctorant du Laboratoire et Bureau d'Analyses Techniques (LABAT).

Pour son appui technique et financier tout le long de l'étude, le bureau pays du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Pour leurs appuis multiformes :

- ✓ Les autres Partenaires Techniques et Financiers.

Pour la communication :

- ✓ Moov-Africa Gabon Télécom ;
- ✓ Airtel Gabon ;
- ✓ Radio Gabon ;
- ✓ Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPV).

Pour leur implication :

- ✓ Les Gouverneurs ;
- ✓ Les Préfets ;
- ✓ Les Délégués Spéciaux ;
- ✓ Les Sous-Préfets ;
- ✓ Les Chefs de canton ;
- ✓ Les Chefs de Regroupement ;
- ✓ Les Chefs de Village.

La population gabonaise, en participant massivement aux deux enquêtes, sans oublier les institutions universitaires suivantes :

- ✓ L'université Omar Bongo (UOB) ;
- ✓ L'Ecole Normale Supérieur de l'Enseignement Technique (ENSET) ;
- ✓ L'Institut sous-régionale Multisectoriel de Technologie Appliquée, de Planification et d'Evaluation de Projets (ISTA) ;
- ✓ L'Université de BISSEGUE ;
- ✓ L'Académie Franco-Américaine de Management (AFRAM) ;
- ✓ L'École De Management Du Gabon (EM-GABON) ;
- ✓ L'Université Internationale de Libreville Berthe et Jean (UIL).

Annexe 1 : Orientations Stratégiques Et Mesures Spécifiques Du Pilier 1

Pilier 1	Objectif global	Objectifs stratégiques	Orientations stratégiques	Mesures spécifiques	Arrimage aux agendas internationaux		Période de mise en œuvre		
					ODD 2030	Aspirations Agenda 2063 UA	2025 – 2030	2031 – 2040	2041 – 2050
Le Gabon, une économie de production et de prospérité partagée	Partir d'une économie de rente actuelle à une économie de production qui soit créatrice d'emplois décents pour une prospérité partagée	Changer la fonction de production de l'économie gabonaise	Mettre tout en œuvre pour avoir un facteur capital choyé grâce à la mise en œuvre des réformes visant à attirer, sécuriser, garder sur le territoire gabonais et mieux rentabiliser le capital privé	Renforcer la prévisibilité de la politique fiscale	ODD8	Aspiration 1	x		
				Instaurer un écosystème fiscal attractif pour les investisseurs	ODD8	Aspiration 1	x		
				Lutte contre la parafiscalité abusive	ODD8	Aspiration 1	x		
				Faciliter l'accès aux financements	ODD8	Aspiration 1	x		
				Doter le pays d'un cadre juridique qui sécurise le capital privé tout en protégeant les intérêts publics	ODD8	Aspiration 1	x		
				Procéder à une simplification administrative qui puisse faciliter l'installation et la vie des entreprises	ODD8	Aspiration 1	x		
				Doter le pays d'un cadre de vie exceptionnel pour les opérateurs économiques et leurs familles	ODD8	Aspiration 1	x		
				Redéfinir les nouvelles stratégies politiques et institutionnelles de promotion des champions nationaux	ODD8	Aspiration 1			
				Lutter plus fortement contre la corruption dans le monde des affaires et dans l'administration gabonaise	ODD8	Aspiration 1	x	x	
			Mettre tout en œuvre pour avoir un facteur	Produire des talents bien formés	ODD4	Aspiration 1	x	x	

			travail répondant aux besoins de l'économie par sa disponibilité, sa productivité élevée, sa flexibilité et sa bonne rémunération	Réussir l'adéquation formation-emploi	ODD4	Aspiration 1	x	x	
				Organiser des conférences salariales à intervalle régulier réunissant l'Etat, le privé et les travailleurs pour éviter la fuite des cerveaux	ODD8	Aspiration 1	x	x	x
				Création de « Gabon autoroutes » pour relier, à terme, toutes les villes du pays par les autoroutes	ODD9		x	x	x
				Relier tous les villages de chaque département à la commune par des routes en latérite praticables en toutes saisons à court et moyen terme	ODD9	Aspiration 1	x		
			Mettre tout en œuvre pour avoir un capital public ou physique qui facilite les interactions et les échanges entre les différents agents économiques grâce à sa disponibilité, sa facilité d'accès, son entretien, sa bonne qualité et son adéquation avec les besoins réels de développement économique et social du pays	Relier tous les villages de chaque département à la commune par des routes bitumées à moyen et long terme	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Entretenir et construire les voiries urbaines	ODD9	Aspiration 1	x	x	
				Entretenir et moderniser tous les aéroports du pays et en construire d'autres en cas de nécessité	ODD9	Aspiration 1	x	x	
				Procéder à l'extension et à la modernisation du chemin de fer existant et en construire d'autres en fonction des besoins de l'économie gabonaise	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Faires des travaux d'extension et	ODD9	Aspiration 1	x	x	

				de rénovation des ports de Libreville-Owendo et de Port-Gentil					
				Construire le Port en eau profonde de Mayumba si les besoins de l'économie le recommandent	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Développer un système de transport des biens et des personnes trimodal (route-chemin de fer-fluve)	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Renforcer les infrastructures énergétiques grâce à un mixte énergétique pour garantir aux industries et aux ménages un accès illimité à l'électricité et à l'eau potable	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Garantir la disponibilité et l'accès aux infrastructures éducatives et de recherche de qualité	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Doter chaque pôle de croissance d'un grand pôle universitaire régional ayant les démembrements dans chaque commune	ODD4	Aspiration 1	x	x	x
				Doter chaque pôle de croissance de lycées professionnels adaptés à sa spécialisation économique	ODD4	Aspiration 1	x	x	x
				Construire et réhabiliter les infrastructures sanitaires du pays pour avoir une carte sanitaire en termes d'accès aux soins et de formation du personnel	ODD3	Aspiration 1	x	x	x

				soignant qui obéit à la logique de construction des pôles de croissance					
				Couvrir tout le pays par la fibre optique pour que les opérateurs économiques et les ménages aient accès à internet haut débit sur toute l'étendue du territoire	ODD7	Aspiration 1	x	x	x
				Construire suffisamment de bureaux et des espaces de <i>coworking</i> modernes à des coûts abordables pour les opérateurs économiques	ODD9	Aspiration 1	x	x	
				Renforcer la transformation locale dans la filière des hydrocarbures pour avoir 40% de transformation à moyen terme et 100% de transformation à long terme	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
			Mettre tout en œuvre pour avoir un capital naturel au service du développement économique et social par la transformation des ressources naturelles sur le territoire national pour gagner en valeur ajoutée et créer plus d'emplois	Porter la filière du manganèse à 50% de transformation locale à moyen terme et à 100% à long terme	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Faire de la filière du Fer un exemple abouti de transformation locale avant exportation	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Accélérer la transparence dans l'extraction et la transformation locale de l'or et des autres métaux	ODD9	Aspiration 1	x	x	
				Renforcer la transformation locale du bois	ODD9	Aspiration 1	x	x	

		Transformation structurelle de l'économie	Réussir la diversification de la production économique en développant d'autres secteurs en dehors des ressources naturelles	Dynamiser le secteur agricole par la relance artisanale et industrielle des cultures vivrières	ODD2	Aspiration 1	x	x	
				Développer de nouvelles activités agro industrielles	ODD2	Aspiration 1	x	x	x
				Redynamiser les cultures d'exportation à forte valeur ajoutée (filière cacao/café, filière huile de palme et hévéa culture)	ODD2	Aspiration 1	x	x	
				Faire monter en puissance la filière pêche et notamment celle du thon	ODD14	Aspiration 1	x	x	
				Redéfinir les conventions et accords sur la pêche dans les eaux Gabonaises	ODD14	Aspiration 1	x		
				Repositionner les acteurs nationaux intervenant dans le domaine de la pêche maritime	ODD14	Aspiration 1	x		
				Développer l'industrie du numérique et les services connexes	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Eriger une zone franche de développement de start-up dans le secteur des TIC	ODD9	Aspiration 1	x	x	
				Développer le tourisme balnéaire	ODD13	Aspiration 1	x	x	x
				Mettre en œuvre une stratégie touristique ambitieuse	ODD13	Aspiration 1	x	x	
			Garantir une exploitation durable des ressources naturelles qui permet la préservation de l'environnement sans compromettre le	Développer une économie verte pour réconcilier la protection de l'environnement et le développement économique	ODD13	Aspiration 1	x	x	x
				Développer une économie bleue	ODD13	Aspiration 1	x	x	x

			développement économique et social du pays	Instaurer le carbone bleu, les obligations bleues et l'assurance de la résilience côtière.	ODD13	Aspiration 1	x		
				Définir des stratégies durables des ressources halieutiques	ODD13	Aspiration 1	x	x	
				Redéfinir les politiques d'exploitation des ressources extractives	ODD12	Aspiration 1	x		
				Actualiser le code minier	ODD12	Aspiration 1	x		
				Promouvoir l'intégration des nationaux dans les filières d'exploitation des ressources	ODD12	Aspiration 1	x	x	x
			Procéder à une meilleure répartition spatiale des unités de production par la création de quatre pôles de croissance économique régionaux	Création du pôle de croissance Nord-Est regroupant les provinces de l'Ogooué-Ivindo et du Woleu-Ntem porté principalement par : l'agriculture, l'exploitation du fer de Belinga, la Zone Economique Spéciale des trois frontières et le tourisme, et secondairement par l'exploitation du bois, des minerais et des services (commerce, hôtellerie, numérique, etc.)	ODD8	Aspiration 1	x	x	x
				Création du pôle de croissance Sud-Est regroupant les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo porté principalement par : le manganèse, l'exploitation du fer de Baniaka, l'exploitation du	ODD8	Aspiration 1	x	x	x

				bois et le tourisme, et secondairement par l'agriculture, la pêche, l'aquaculture et la production d'eau minérale.					
				Création du pôle de croissance Sud-Ouest regroupant les provinces de la Ngounié, la Nyanga et l'Ogooué Maritime porté principalement par : l'exploitation du pétrole, l'agriculture, l'élevage, la pêche, et le tourisme, et secondairement par l'exploitation des minerais et du bois.	ODD8	Aspiration 1	x	x	x
				Création du pôle de croissance Centre-Ouest regroupant les provinces de l'Estuaire et du Moyen-Ogooué porté principalement par : l'agro-industrie, le numérique, l'agriculture, l'élevage et la pêche, l'exploitation du bois, le BTP, et secondairement par les autres services (commerce, services financiers, etc.)	ODD8	Aspiration 1	x	x	x
				Mises en place dans chaque pôle d'infrastructures physiques et institutionnelles adaptés aux besoins de son économie et de sa population	ODD9	Aspiration 1	x	x	x
				Accélérer le processus de décentralisation administrative	ODD16	Aspiration 3	x		

				Rendre effectif le transfert des compétences aux collectivités territoriales			x		
				Accélérer la modernisation de l'administration publique	ODD16		x		
				Améliorer la représentation territoriale de l'administration déconcentrée	ODD16		x	x	
				Développer le système et les infrastructures de transport adaptés aux besoins des pôles de croissance	ODD9		x	x	x
				Équilibrer l'armature urbaine Gabonaise	ODD11		x	x	x
				Procéder à une meilleure gouvernance de la dette publique qui doit être au service exclusif de l'investissement productif	ODD16	Aspiration 3	x		
		Adoption d'une gestion financière publique saine, transparente et soutenable	Stabiliser le financement des investissements productifs et sociaux dans la durée	Détermination, après concertation avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, des niveaux de remboursement de la dette et de nouveaux emprunts annuels compatibles avec les besoins de développement du pays	ODD16 ODD17	Aspiration 3	x		
				Détermination d'un niveau minimal d'investissement productif à réaliser chaque année quelque soit l'état de la conjoncture nationale, sous-régionale et internationale	ODD8 ODD16	Aspiration 3	x		

				Réduction des dépenses improductives de l'Etat et l'injection de ces économies dans les dépenses productives et sociales du pays	ODD16	Aspiration 3	x		
				Augmentation des recettes publiques grâce à une gestion plus transparente de la collecte de l'impôt (digitalisation des procédures de paiement par exemple)	ODD16	Aspiration 3	x		
				Procéder à une meilleure utilisation de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)	ODD12	Aspiration 3	x		
				Procéder à une meilleure utilisation des partenariats public-privés (PPP)	ODD17	Aspiration 3	x		

ANNEXE 2 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 2

Pilier 3	Objectif global	Objectifs stratégiques	Orientations stratégiques	Arrimage aux agendas internationaux		Période de mise en œuvre		
				ODD 2030	Aspirations Agenda 2063 UA	2026 – 2030	2031 – 2040	2041 – 2050
Le Gabon, un exemple de bonne gouvernance.	Promouvoir la bonne gouvernance au Gabon	Renforcer la démocratie	Instaurer un pacte de confiance entre l'État, le politique et les Gabonais	ODD 10 ODD 16	Aspiration 3 Aspiration 4	x	x	x
			Instituer des consultations populaires périodiques			x	x	x
			Instaurer un processus démocratique crédible			x	x	x
		Renforcer la lutte contre la corruption	Rendre obligatoire la diffusion annuelle des rapports annuels de la Cour des comptes et de l'inspection général d'État sur la gestion des ressources publiques		Aspiration 3	x	x	x
			Garantir la redevabilité des institutions gabonaises			x	x	x
			Renforcer le dispositif de régulation des marchés publics			x	x	x
		Promouvoir l'État de droit	Créer la confiance entre les Gabonais et le système judiciaire	ODD 16		x	x	x
			Réformer profondément le système judiciaire			x		
			Renforcer le principe de séparation des pouvoirs			x		
			Assurer les libertés publiques et l'autonomie des médias		x	x	x	
		Renforcer la stabilité sociopolitique	Lutter contre les inégalités économiques et sociales de la femme	ODD 5 ODD 10	Aspiration 3 Aspiration 6	x	X	
			Garantir le respect des libertés individuelles	ODD 10	Aspiration 3	x	x	x
			Garantir l'alternance politique	ODD 16		x	x	
			Promouvoir une éducation citoyenne basée sur le civisme			x		
			Garantir l'équité et la cohésion sociale pour tous			x		
			Instaurer une loi de programmation militaire	ODD 8 ODD 16	Aspiration 4	x		
			Créer une industrie gabonaise d'armement	ODD8				
			Renforcer l'indice de sécurité	ODD 16		x	x	x
		Rendre l'armée républicaine		x		x	x	

ANNEXE 3 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 3

Pilier 2	Objectif global	Objectifs stratégiques	Orientations stratégiques	Arrimage aux agendas internationaux		Période de mise en œuvre		
				ODD 2030	Aspirations Agenda 2063 UA	2026 – 2030	2031 – 2040	2041 – 2050
Le Gabon, un pays qui rayonne au niveau sous régional et à l'international.	Assurer le rayonnement du Gabon à l'international	Renforcer son positionnement diplomatique dans l'espace CEMAC	Soutenir la promotion des fonctionnaires internationaux dans les institutions sous régionales	ODD 8 ODD 17	Aspiration 2	x	x	x
			Développer une diplomatie de paix	ODD 16 ODD 17	Aspiration 2 Aspiration 4	x	x	X
			Accroître les représentations diplomatiques au Gabon	ODD 17	Aspiration 2	x	X	X
			Renforcer la coopération transfrontalière	ODD 16 ODD 17	Aspiration 2	x	x	x
			Développer des accords de coopérations multilatérales et bilatérales dans l'espace CEMAC	ODD 16 ODD 17	Aspiration 2	x	x	X
			Renforcer sa participation au processus d'intégration sous-régionale	ODD 16 ODD 17	Aspiration 2	x	x	x
		Promouvoir la coopération internationale	Développer de nouveaux partenariats	ODD 17	Aspiration 2	x	x	x
			Intégrer des accords internationaux sur la préservation de la biodiversité et le changement climatique	ODD 13 ODD 14 ODD 15 ODD 16 ODD 17	Aspiration 2 Aspiration 5	x	x	x
			Renforcer son positionnement au sein de l'OPEP	ODD 16 ODD 17 ODD 13	Aspiration 1	x	x	x
			Intégrer les BRICS	ODD 17	Aspiration 2	x		
			Accroître la diplomatie économique	ODD 17	Aspiration 2 Aspiration 4	x	x	x
			Concevoir de nouvelles stratégies de développement de	ODD 8 ODD 9	Aspiration 1	x	x	

			l'extraterritorialité du secteur privé Gabonais et des entreprises publiques nationales	ODD 17				
			Positionner des Fonctionnaires internationaux Gabonais dans les institutions continentales et internationales notamment onusiennes	ODD 8 ODD 17	Aspiration 2	x	x	x
			Développer des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux	ODD 8 ODD 17	Aspiration 1 Aspiration 2	x	x	x
			Actualiser la politique d'immigration	ODD 16	Aspiration 5	x		
			Développer des accords de défense et de coopération militaire	ODD 16 ODD 17	Aspiration 4	x	x	x

ANNEXE 4 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 4

Pilier 4	Objectif global	Objectifs stratégiques	Orientations stratégiques	Arrimage aux agendas internationaux		Période de mise en œuvre		
				ODD 2030	Aspirations Agenda 2063 UA	2026 – 2030	2031 – 2040	2041 – 2050
Le Gabon, un modèle de préservation de la biodiversité	Préserver la biodiversité du Gabon	Renforcer la politique de gestion de la biodiversité	Développer les partenariats stratégiques en matière de conservation de la biodiversité.	ODD 13 ODD 14 ODD 15 ODD 17	Aspiration 1 Aspiration 7	x	x	x
			Améliorer le dispositif institutionnel et législatif de conservation de la biodiversité.			x		
			Redynamiser le dispositif de gestion pour la conservation de la biodiversité			x	x	
			Promouvoir l'éducation environnementale.			x	x	x
			Accroître les actions de protection du littoral.			x	x	x
			Développer des initiatives plus efficaces pour prévenir la dégradation des ressources floristiques et fauniques.			x	x	x
			Renforcer le réseau des parcs et réserves nationaux			x	x	x
		Améliorer la politique de préservation des sols et du sous-sol	Intensifier les mesures de prévention contre la dégradation des sols	ODD 12 ODD 13 ODD 14 ODD 15 ODD 17		x	x	X
			Exploiter rationnellement les ressources du sous-sol.			x	x	X
			Réglementer l'usage des produits phytosanitaires.			x	x	X
		Renforcer les stratégies de financement pour la transition climatique.	Intensifier les mécanismes de financement climatique.	ODD 7 ODD 9 ODD 11 ODD 14 ODD 15 ODD 17	Aspiration 1	x	x	X
			Promouvoir les énergies renouvelables.			x	x	X
			Accroître les actions de lutte contre les changements climatiques.			x	x	x
			Renforcer les stratégies d'atténuation des effets des risques naturels.			x	x	x

ANNEXE 5 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 5

Pilier 5	Objectif global	Objectifs stratégiques	Orientations stratégiques	Arrimage aux agendas internationaux		Période de mise en œuvre			
				ODD 2030	Aspirations Agenda 2063 UA	2026 – 2030	2031 – 2040	2041 – 2050	
Le Gabon, un pays au développement humain inclusif et durable	Développer un capital humain Gabonais inclusif et durable	Bâtir un système de santé performant	Développer l'industrie pharmaceutique Gabonaise	ODD 3 ODD 10	Aspiration 1 Aspiration 6	x	x	x	
			Renforcer la gouvernance et la politique qualité de l'offre de santé			x			
			Renforcer et moderniser les infrastructures et équipements de santé			x	x		
			Développer une couverture nationale de santé			x	x	x	
			Investir dans la politique de formation du personnel de santé			x	x	x	
			Améliorer la pyramide sanitaire			x	x	x	
		Développer un système éducatif compétitif	Garantir l'adéquation entre le système éducatif et le marché de l'emploi	ODD 4 ODD 10		x	x	X	
			Promouvoir des pôles d'excellence et d'innovation provinciaux			x	x	X	
			Investir dans le développement de l'offre de formation de l'enseignement supérieur			x	x	X	
			Valoriser les produits de la recherche scientifique			x	x	X	
			Améliorer l'offre de formation en zone rurale			x	x	x	
			Bâtir un système d'enseignement technique et professionnel innovant			x	x	X	
			Redéfinir et vulgariser la politique qualité du système de formation Gabonais			x	x	x	
			Construire des universités et centres de formation professionnelle dans les provinces			x	x	x	
		Améliorer le nouveau d'employabilité des femmes et des jeunes	Se doter d'un pôle emploi pour l'autonomisation des jeunes	ODD 1 ODD 8 ODD 10		x	x	X	
			Instaurer un fonds dédié à l'autonomisation de la femme Gabonaise			x	x	x	
			Renforcer le niveau d'alphabétisation de la femme rural			x	x	x	
						X	x	x	
						x	x	X	
		Garantir l'accès au logement et aux équipements de bases	Développer une politique viable de construction de logements sociaux	ODD 11		Aspiration 1	X	x	x
			Instituer une politique de stabilisation des coûts des intrants de production immobilière				x	x	x
			Simplifier les dispositifs de sécurisation foncière				x		
			Renforcer la politique de diversification des sources de production d'énergie	ODD 7 ODD 11			x		
			Améliorer le niveau de couverture et d'accès à l'électricité et autres sources d'énergie				x	x	
			Diversifier les acteurs en charge de la distribution de l'électricité et de l'eau potable	ODD 6			x		

			Renforcer les sources d'approvisionnement en eau potable			x	x	
			Renforcer la stratégie nationale de développement d'infrastructures d'adduction en eau potable			X	x	
		Améliorer la situation de la femme dans la société gabonaise	Garantir une participation plus active de la femme dans les instances de décision, l'administration et la vie politique	ODD 1 ODD 8	Aspiration 1 Aspiration 6	X	X	X
			Renforcer le dispositif juridique de protection de la femme	ODD 10		X	X	X
			Améliorer la politique de scolarisation de la jeune fille	ODD 17		X	X	X
			Développer une Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité du genre			X	X	X

TABLE DES MATIERES

LE MOT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	2
LE MOT DU PREMIER MINISTRE DE LA TRANSITION	4
LE MOT DU VICE-PREMIER MINISTRE	6
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	2
1. INTRODUCTION	10
2. DIAGNOSTIC ET ANALYSE DES TENDANCES DU DEVELOPPEMENT DU GABON	11
2.1. RAPPEL DE L'ENP GABON-2025	11
2.2. GEOPOLITIQUE, POLITIQUE ET GOUVERNANCE	13
2.3. RETROSPECTIVE MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE	13
2.4. ANALYSE ECONOMIQUE SECTORIELLE	15
2.5. POLITIQUE ET INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN A LA CROISSANCE ECONOMIQUE	15
2.6. DEVELOPPEMENT SOCIAL	18
2.7. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET CULTURELLE	19
3. PERCEPTIONS ET ASPIRATIONS DES POPULATIONS ISSUES DE L'ENP-2024	20
3.1. LES GABONAIS ASPIRENT A LA BONNE GOUVERNANCE	21
3.2. LES POPULATIONS GABONAISES ASPIRENT A UNE MEILLEURE SITUATION NUTRITIONNELLE	23
3.3. LES GABONAIS ASPIRENT A UN LOGEMENT DECENT	23
3.4. LES GABONAIS SOUHAITENT UN MEILLEUR NIVEAU D'ACCES A L'ELECTRICITE ET A L'EAU POTABLE	24
3.5. LES GABONAIS ASPIRENT A UNE AMELIORATION DU SYSTEME DE SANTE	25
3.6. LES GABONAIS ASPIRENT A UNE AMELIORATION DU SYSTEME EDUCATION-FORMATION	26
3.7. LES GABONAIS ASPIRENT A UNE AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	27
3.8. LES FEMMES ET LES JEUNES GABONAISES ASPIRENT A UN EMPLOI DECENT	27
3.9. LES GABONAIS ASPIRENT AU MAINTIEN DE LEUR IDENTITE CULTURELLE	28
3.10. LES GABONAIS ASPIRENT A UN SECTEUR TECHNOLOGIQUE DE POINTE	29
3.11. LES GABONAIS ASPIRENT A LA CONSERVATION DURABLE DE LEUR ENVIRONNEMENT .	29
3.12. LES GABONAIS ASPIRENT A L'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES	30
3.13. ASPIRATIONS DES AUTORITES LOCALES ET DE LA SOCIETE CIVILE	30
3.14. ASPIRATIONS DES OPERATEURS ECONOMIQUES	31
3.15. ASPIRATIONS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT	31
4. ANALYSE STRUCTURELLE	32

5. ANALYSE DU JEU DES ACTEURS.....	33
5.1. UNE TYPOLOGIE CARACTERISEE PAR UNE RELATIVE PREPONDERANCE D'ACTEURS PEU INFLUENTS	33
5.2. UN JEU DOMINE PAR DES ACTEURS DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	34
5.3. L'ETAT, UN ACTEUR RELAIS EN POSSIBLE PERTE DE VITESSE	34
5.4. LES ACTEURS CLES DE DEVELOPPEMENT MAL POSITIONNES	34
5.5. LES LEVIERS DE DEVELOPPEMENT A ACTIONNER.....	34
5.6. LES FDS, UN ACTEUR REGULATEUR POURTANT AUTONOME EN NECESSITE DEVOLUTION	35
5.7. VERS UN RENFORCEMENT DES OSC ET DES MEDIAS	35
5.8. UNE MULTITUDE D'OBJECTIFS MOBILISANT LES ACTEURS DU SYSTEME GABON	35
5.9. DES QUESTIONS CLES D'AVENIR A RESOUDRE POUR UN MEILLEUR FONCTIONNEMENT DU JEU	36
5.10. PRESENTATION DES SCENARIOS	37
❖ Scénario global pessimiste : la Marée Noire	37
❖ Scénario global tendanciel : la coupe de l'Okoumé-roi.....	39
❖ Scénario global optimiste : la marche gracieuse de la panthère noire.....	41
6. VISION DU GABON A L'HORIZON 2050	44
6.1. ARTICULATION DE LA VISION	44
6.2. LES PILIERS, LES OBJECTIFS, LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET LES MESURES SPECIFIQUES DE LA VISION.....	45
<i>PILIER 1 : LE GABON, UNE ECONOMIE DE PRODUCTION ET DE PROSPERITE PARTAGEE</i>	<i>46</i>
A. Transformation de la fonction de production	46
B. Diversification sectorielle de l'économie	47
C. Meilleure répartition spatiale de la production et aménagement du territoire	48
• Pôle Nord-Est (Ogooué-Ivindo et Woleu-Ntem)	48
• Pôle Sud-Est (Haut-Ogooué et Ogooué-Lolo).....	48
• Pôle Sud-Ouest (Ngounié, Nyanga et Ogooué-Maritime)	48
• Pôle Centre-Ouest (Estuaire et Moyen-Ogooué)	48
D. Une politique de financement du développement adéquate	48
<i>PILIER 2 : LE GABON, UNE REFERENCE EN MATIERE DE BONNE GOUVERNANCE</i>	<i>49</i>
A. Renforcement de la démocratie	49
B. Lutte contre la corruption	49
C. Promotion de l'État de droit	49
D. Stabilité sociopolitique	50
<i>PILIER 3 : LE GABON, UN PAYS AU RAYONNEMENT SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL</i>	<i>50</i>
A. Renforcement du positionnement diplomatique.....	50

B. Coopération internationale et intégration régionale.....	50
C. Développement de l'extraterritorialité	51
<i>PILIER 4 : LE GABON, UN MODELE DE PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE</i>	51
A. Gestion durable de la biodiversité	51
B. Préservation des sols et du sous-sol	51
C. Financement climatique et transition énergétique.....	51
<i>PILIER 5 : LE GABON, UN PAYS AU DEVELOPPEMENT HUMAIN INCLUSIF ET DURABLE</i>	51
<i>(CF. ANNEXE 5).....</i>	51
A. Santé pour tous.....	51
B. Éducation compétitive.....	51
C. Emploi et autonomisation.....	52
D. Accès aux services de base.....	52
E. Égalité de genre	52
F. Une croissance démographique ambitieuse.....	52
G. Une politique d'immigration choisie pour combler les besoins en ressources humaines.....	52
7. CONCLUSION	53
Annexe 1 : Orientations Stratégiques Et Mesures Spécifiques Du Pilier 1	58
ANNEXE 2 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 2	67
ANNEXE 3 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 3	68
ANNEXE 4 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 4	70
ANNEXE 5 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PILIER 5	71
REMERCIEMENTS.....	64

